

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIA

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية و الصيد البحري

Ministry of Agriculture, Rural Development and Fisheries

CABINET

COMMUNICATION AND INFORMATION CELL



الديوان
خلية الإعلام والاتصال

Press review

مجلة الصحافة



<https://madr.gov.dz>

الغابات والتنمية الريفية

Forests and rural development

CÉLÉBRATION DE JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA MONTAGNE

Une richesse et une diversité naturelles à préserver

● La Direction générale des forêts (DGF) a élaboré un programme d'activités diversifié, reflétant l'importance des enjeux liés à la forêt et à son écosystème.

Bouira
De notre bureau

L'Algérie célèbre, aujourd'hui, la Journée internationale. Un riche programme d'activités a été tracé par la direction générale des forêts (DGF). Pour marquer cette occasion, la DGF a élaboré un programme d'activités diversifié, reflétant l'importance des enjeux liés à la forêt et à son écosystème. Ces activités porteront notamment sur le rôle de la forêt dans la protection de l'équilibre naturel, la sécurité alimentaire et leurs impacts sur les zones montagneuses, l'aménagement intégré des bassins versants, ainsi que le développement rural à travers des projets de proximité en plus de la préservation des parcs nationaux, de la faune et de la flore. L'édition de cette année se distinguera par une mobilisation citoyenne. De nombreuses actions de volontariat seront organisées à travers le pays, invitant la population à s'engager activement dans la protection des forêts. Des campagnes de plantation d'arbres à grande échelle seront également lancées dans différentes wilayas, signe d'un engagement collectif pour le reboisement et la régénération des espaces forestiers. Ces initiatives visent non seulement à restaurer les forêts dégradées mais aussi à créer de nouvelles surfaces boisées, contribuant ainsi à la lutte contre la désertification et à l'amélioration de la qualité de l'air. En outre, des expo-



PHOTO: EL WATAN

sitions, des journées portes ouvertes, ainsi que des conférences et tables rondes seront organisées au niveau des établissements éducatifs et des centres de formation professionnelle. Le volet sensibilisation fait également partie intégrante du programme de célébration. La protection des écosystèmes montagneux est devenue plus qu'une nécessité. Comme le précise le communiqué de la DGF, cette journée constitue « une occasion annuelle pour la communauté internationale de mettre en lumière les enjeux du développement durable dans les zones

montagneuses, de promouvoir des modes de gestion responsables et de mobiliser les acteurs locaux et institutionnels ».

SUPERFICIE DES ZONES PROTÉGÉES ÉLARGIE

Toujours dans le cadre des festivités de célébration, un festival national de tourisme et sports de montagne a été lancé, hier, à Tikjda, au Nord de la wilaya de Bouira. Cet événement qui se poursuivra jusqu'au 13 du mois courant a vu la participation d'un total de 150 personnes issus de six wilayas,

à savoir : Alger, Tlemcen, Tizi Ouzou, Béjaia, Bordj Bou Arreridj, Sétif et Blida. Les hôtes de Tikjda auront ainsi l'occasion de découvrir la richesse et la biodiversité du Djurdjura. Le programme de cette manifestation initié par la direction du Tourisme et de l'Artisanat, en collaboration avec le Parc National du Djurdjura (PND) une panoplie d'activités. Expositions, des activités sportives en montagne, des campagnes de nettoyage, etc. En outre, des randonnées pédestres, une formation au secourisme et une autre sur le sport de montagne, ainsi qu'un

concours vert et des conférences sur la diversité biologique au PND, sont également prévus dans le cadre de ce Festival.

En Algérie, les massifs montagneux occupent d'importantes superficies, notamment dans le Nord du pays. Ces vastes territoires sont souvent confrontés à de nombreuses problématiques, notamment l'énorme pression exercée par l'activité anthropique et le changement climatique. Afin de préserver les fragiles écosystèmes des montagnes, les autorités publiques avaient promulgué des lois et lancé plusieurs initiatives. Parmi ces efforts, figure celui de la mise en place du Plan national de développement agricole en 2002 et la politique de renouvellement rural adoptée en 2007. Ces deux projets avaient pour objectif la promotion et le développement économique du pays à travers l'implication de l'ensemble des acteurs au niveau des territoires ruraux. D'autres programmes importants ont également vu le jour, à l'instar de ceux destinés à lutter contre la dégradation des terres au niveau des bassins versants. Toujours dans le cadre des efforts visant la protection de la biodiversité, l'Algérie a élargi la superficie de ses zones protégées et ce via la création nouvelles réserves en zones montagneuses. Ainsi, pas moins de neuf parcs nationaux et une réserve naturelle, couvrant une superficie totale de près de 195 000 hectares, ont été créés.

Omar Arbane

AMAR NAÏT MESSAOUD. Expert des forêts

«Les changements climatiques constituent un défi majeur pour les zones de montagnes...»

Le territoire des montagnes occupe quelque 9 millions d'hectares, soit 4% du territoire national et 22% dans le nord du pays.

Dans l'objectif d'une protection et mise en valeur durable de ces systèmes montagneux, l'Etat a déployé au fil des années un arsenal législatif et institutionnel. Parmi les initiatives, l'on cite la loi 04-03 relative à la protection des zones de montagne, le Fonds pour la montagne, le Conseil national de la montagne, etc.

Propos recueillis par
Omar Arbane

Que pensez-vous de l'efficacité de cette stratégie visant à la fois le développement et la protection de ces zones vulnérables ?

La protection et le développement de ces entités physiques, naturelles et humaines à la fois sont une nécessité qui découle aussi bien d'une politique rationnelle et vertueuse de l'aménagement

du territoire que des principes de la bonne gouvernance. Les chaînes de montagnes de l'Algérie du Nord, qui s'articulent autour des deux grandes dorsales dans ce sens latitudinal (est-ouest), à savoir l'Atlas tellien et l'Atlas saharien, abritent une population d'environ sept millions d'habitants. La montagne ayant longtemps subi le phénomène de l'exode vers les villes a retrouvé quelque peu une forme d'«animation» dès les premières années du nouveau siècle. C'est que, indépendamment même de la législation que vous citez, les zones de montagnes ont bénéficié de l'intérêt des pouvoirs publics, et ce, depuis les premiers projets de développement rural intégré jusqu'au programme des zones d'ombre initié à partir de 2020. Ainsi, peu à peu, on a enregistré des mouvements de retour des populations. Ce mouvement n'a pas manqué de susciter de nouveaux besoins en matière d'infrastructures de desserte, de programmes de logement rural, de raccordement au gaz naturel, de télécommunication, de soutien à l'agriculture de montagne et à l'artisanat, etc.

Sur un autre plan, la pression sur ces milieux naturels fragiles ne cesse d'augmenter : urbanisme incontrôlé, incendies de forêt, différentes sortes de déboisement, érosion des sols, diminution de la valeur agrologique des sols, fragilisation des bassins versants, envasement des barrages et retenues d'eau en aval. Les différentes interventions de l'Etat dans ces espaces spécifiques visent la réalisation de l'objectif global



PHOTO: A. A. R.

qui est le développement humain de façon générale, tel qu'il est fixé dans la liste des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Cet objectif global est censé être soutenu par la réalisation des objectifs spécifiques, à l'image de la protection et de l'aménagement des bassins versants, la lutte contre l'érosion et la restauration des terres dégradées, le renforcement de la protection des forêts contre les incendies et l'aménagement des massifs forestiers, le développement de l'agriculture de montagne, le renforcement de l'économie locale traditionnelle en modernisant les méthodes et les techniques, l'investissement dans des créneaux novateurs, comme l'exploitation des plantes médicinales et des fruits des bois, ainsi que l'encouragement des microentreprises dans des métiers ruraux.

Même si le bilan exhaustif des actions de développement rural dans les zones de montagne n'a pas été établi, certains indicateurs ne manquent pas d'attirer l'attention sur la dynamique enclenchée. Parmi ces indicateurs, des experts et le ministère de l'Intérieur retiennent le mouvement de retour des populations au cours de ces quinze dernières années, d'où l'«explosion», dans certaines communes, de la demande de soutien à l'habitat rural.

Comment pouvons-nous garantir la pérennité de ces environnements vulnérables tout en favorisant le développement socioéco-

nomique des populations qui y résident ?

Malgré ces programmes et ces réalisations, des insuffisances demeurent. La pérennité de ces entités géomorphologiques naturelles et humaines que sont les zones de montagnes devrait être assurée par plus de cohérence et de synergie dans la mise en œuvre des politiques publiques. Là, j'arrive au volet de la législation à laquelle il y a lieu de conférer un prolongement concret dans la gestion des zones de montagnes. La loi n°04-03 du 23 juin 2004 relative à la protection des zones de montagnes dans le cadre du développement durable et le décret exécutif n°05-469 du 10 décembre 2005 fixant les études et les consultations préalables sont des instruments précieux que l'on doit prendre comme base de conception de tous les programmes de protection et de développement visant ces espaces géographiques.

Les études réalisées entre 2007 et 2010 par le Centre national des études en économie appliquée concernant les massifs montagneux d'Algérie, pour le compte de l'ancien département ministériel de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, devraient être diffusées et vulgarisées au niveau des directions techniques de wilaya et des collectivités locales, comme elles devraient bénéficier d'instruments d'intervention opérationnels. Ces études ont concerné les massifs montagneux bien identifiés par leurs noms (Ouarsenis, Djurdjura, Bibans, Babors, Aurès, etc.). Un massif montagneux peut bien chevaucher sur plusieurs wilayas. Mais il est

Disposons-nous des moyens ou d'une stratégie pour faire face au défi du changement climatique en zones montagneuses, notamment celles du nord du pays ?

Les changements climatiques constituent un défi majeur non seulement pour les zones de montagnes, mais aussi pour l'ensemble des espaces naturels algériens. Sans doute que les montagnes, espaces morphologiquement et écologiquement spécifiques (châteaux d'eau naturels, pourvoyeur de la ressource hydrique pour les barrages et les sources de résurgence, détenteurs d'une part importante de la biodiversité animale et végétale, espaces de détente et d'écotourisme, source d'économie locale et d'artisanat) devraient bénéficier d'une attention soutenue.

Le Plan national climat, validé par le gouvernement en septembre 2019, a lancé des études et des réflexions sur tous les secteurs d'activité et toutes les régions du pays, dont, naturellement, les zones de montagnes. Dans cette perspective, les Parcs nationaux, l'Université, les collectivités locales, les populations et le monde associatif, tous ces segments de la société, sont concernés pour la réflexion et l'action liées à la bonne gestion des ressources naturelles, principalement la ressource hydrique, la lutte contre les incendies de forêt, la diversification des espèces de plantation en optant pour celles plus résistantes et résilientes, la lutte contre toutes les formes de dégradation du sol, la gestion intelligente des déchets et l'encouragement de l'économie circulaire.

O. R.

diagnostiqué et traité en tant qu'entité orographique, écologique, humaine, sociale et économique. La réception des études est faite par un système de validation collégiale lors de restitutions où étaient officiellement invités tous les secteurs d'activité. Il importe également de réactiver le Conseil national de la montagne chargé de coordonner les politiques publiques conçues en faveur des zones de montagnes.

Les orientations et les axes de réflexion consignés dans ces études sont à même de servir de point de départ pour une nouvelle dynamique de développement de zones de montagnes. A ces études se greffent aussi les études réalisées pour la protection des bassins versants de barrages. Ces derniers constituent une partie importante des zones de montagnes. Le bassin versant du barrage de Koudiat Acerdoune, le deuxième du pays après celui de Beni Haroun, s'étale, à lui seul, sur un bassin d'environ 2500 k² touchant deux wilayas (Médéa et Bouira). Actuellement, au niveau de la Direction générale des Forêts, le programme de développement des zones de montagnes est inclus dans le programme de traitement des bassins versants. En s'appuyant sur le capital connaissance de toutes ces études, sur l'expertise existante au niveau du terrain et sur les synergies que l'on peut et doit initier au niveau des collectivités locales et des services techniques de wilaya, l'on peut tendre vers cette équation d'équilibre tant recherchée entre le développement humain et la protection des ressources naturelles abritées par les systèmes montagneux.

CONSTANTINE LANCEMENT DE SESSIONS DE FORMATION SUR LA BIODIVERSITÉ DES MONTAGNES

Quatre sessions de formation pédagogique sur la biodiversité des montagnes, ont été lancées hier à Constantine, à l'initiative de l'association de la protection de la nature et de l'environnement (APNE), a indiqué, hier à l'APS son président, Abdelmadjid Sebih. Organisées dans le cadre d'un programme tracé portant célébration de la journée internationale de la montagne (11 décembre de chaque année), ces sessions de formation, de sensibilisation et de vulgarisation autour de la biodiversité des montagnes et les menaces auxquelles elles sont confrontées, ciblent des jeunes adhérant aux maisons de jeunes des cités de Bekira, dans la commune de Hamma Bouziane et de Serkina (Constantine) ainsi que des établissements scolaires, situés dans les secteurs urbains de Djebel Ouahch et d'Ain El Bey, au chef-lieu de wilaya, a-t-il précisé. Des communications liées à différents sujets seront débattues lors de ces journées de formation, à l'instar de «la gestion durable de l'eau», «la protection des produits de la montagne», «la restauration des écosystèmes montagnards», «l'importance des montagnes dans l'équilibre environnemental» et «la sécurité hydrique du pays, les espèces animales et végétales présentes en montagne à différentes saisons de l'année», a-t-il affirmé. Soulignant que «l'objectif, est d'encourager un comportement responsable et durable en montagne», M. Sebih a insisté par ailleurs sur «la nécessité de mettre en place un programme préventif, par divers partenaires concernés, visant à rechercher et proposer des mesures scientifiques et techniques nécessaires à la réhabilitation et la restauration des écosystèmes de montagnes». Tenue sous le slogan, «les glaciers sont essentiels pour l'eau, la nourriture et les moyens de subsistance dans les montagnes et en aval», la célébration de la journée internationale de la montagne, représente une opportunité pour renforcer la sensibilisation autour de la préservation de ces milieux, a-t-il indiqué d'autre part. Devant se poursuivre jusqu'au 15 décembre, le programme de célébration de cette journée, établi en coordination avec les directions de l'éducation et de la jeunesse et des sports, consiste également en le reboisement de 300 plants d'ornement dans les dites structures en plus de la localité Salah Derradji, dans la commune d'El Khroub et à l'unité de voisinage (UV) 18 de la circonscription administrative Ali Mendjeli, avec la participation des comités de quartiers, a ajouté la même source. Une randonnée pédestre sur 3 km, liée à la découverte et à la valorisation des milieux naturels et montagneux et à la sensibilisation à la préservation de l'environnement, sera également organisée en collaboration avec la conservation des forêts, a conclu, M. Sebih.

R. E.

ENVIRONNEMENT LE PARC NATIONAL D'EL KALA CÉLÈBRE LA MONTAGNE

Le Parc national d'El Kala, dans la wilaya d'El Tarf, a élaboré un programme riche et diversifié à l'occasion de la Journée internationale de la montagne, célébrée chaque 11 décembre, a indiqué mardi son directeur, Aziz Ragdi. Cette initiative vise à sensibiliser le public à l'importance des écosystèmes montagnards et à leur rôle essentiel dans la préservation de la biodiversité et l'équilibre écologique de la région. A cette occasion, une opération de plantation d'arbres ornementaux a été organisée dans les établissements hospitaliers d'El Kala, mobilisant pleinement le personnel médical et administratif, ainsi que des volontaires locaux. Ces actions s'inscrivent dans un effort plus large de promotion de la conscience écologique et de la participation citoyenne.

Le programme se poursuivra avec diverses activités dans plusieurs communes de la wilaya, comprenant plantations d'arbustes, sorties de terrain dans les zones montagneuses, ateliers éducatifs et rencontres avec les jeunes pour valoriser le patrimoine naturel. Des campagnes de sensibilisation seront également menées auprès des habitants afin de souligner l'importance de la protection des montagnes et de leur diversité biologique, tout en mettant en avant les potentialités du tourisme écologique et durable. Aziz Ragdi a souligné que le Parc national d'El Kala œuvre à renforcer la culture environnementale, à préserver les ressources montagnardes et à encourager un engagement durable de la population. Ces initiatives permettent également de mieux faire connaître la richesse naturelle et patrimoniale de la région, tout en promouvant des pratiques respectueuses de l'environnement, susceptibles de créer un impact positif durable pour les générations futures.

Fodil H.

Oran surveille ses oiseaux

LA CONSERVATION des forêts d'Oran a lancé un programme de surveillance sanitaire dans les zones humides, dont Telamine, Arzew, El-Macta et Sebkha. Chaque semaine, des équipes forestières, vétérinaires et associations environnementales inspectent l'état des oiseaux migrateurs et des espèces sauvages afin de prévenir la propagation de maladies. Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du réseau sanitaire local mis en place par la DGF. Les opérations visent à détecter rapidement tout signe d'épidémie, évaluer les risques pour les animaux domestiques et l'homme, et recommander les mesures de protection nécessaires.

الأسواق و الاقتصاد الزراعي

Markets & agricultural economics

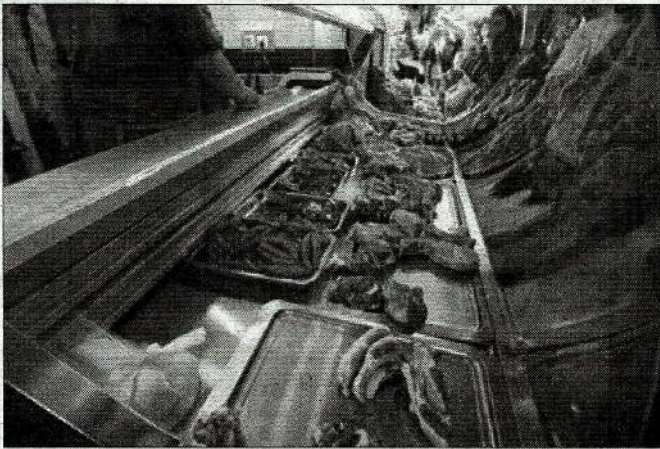
منها 30 ألف طن مستوردة... وتسخير كل الوسائل لضمان الوفرة

65 ألف طن من اللحوم الحمراء على موائد الجزائريين في رمضان!

■ فتح نقاط بيع مباشرة لتقريب المنتج من المستهلك وتسقيف هوامش الربح

كشفت وزيرة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية أمال عبد اللطيف أن التحضيرات الخاصة بشهر رمضان تركز على ضمان توفير ما لا يقل عن 65 ألف طن من اللحوم الحمراء لتلبية احتياجات المستهلكين، وهي الكمية التي تمثل مستوى الاستهلاك الوطني الشهري، منها ما يقارب 30 ألف طن مستوردة.

إيمان كيموش



وأوضحت الوزيرة أن الإنتاج المحلي وحده لا يكفي لتغطية هذا الطلب، ما يستدعي اللجوء إلى استيراد نحو 25 ألف طن شهريا لدمج مع الإنتاج الوطني لضمان الوفرة واستقرار الأسعار، لاسيما خلال رمضان والمناسبات الدينية التي يرتفع فيها الاستهلاك، مع إمكانية استيراد المواشي حية عند الحاجة.

وفي سياق تأمين تموين السوق، سجلت فرق الرقابة خلال سنة 2025 أكثر من 60 ألف تدخل ضد التجاوزات والممارسات غير القانونية.

وفي رد كتابي لوزيرة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية على سؤال النائب بالمجلس الشعبي الوطني سكوني وليد اطلعت عليه "الشرق" متعلق بملف اللحوم الحمراء المحلية من الأغنام، أكدت عبد اللطيف أنه ملف يحظى بأهمية بالغة نظرا لارتباطه المباشر بالحياة اليومية للمواطنين ويتوازن السوق الوطني.

الرئيس تبون يوصي بإبلاء أهمية قصور لحماية القدرة الشرائية

وشددت الوزيرة على أن الدولة الجزائرية وتوجيهات سامية من رئيس الجمهورية جعلت من حماية القدرة الشرائية وتحسين شروط اقتناء المواد واسعة الاستهلاك أحد الركائز الاستراتيجية للسياسة الاقتصادية الوطنية. وفي هذا الإطار، تم اعتماد سلسلة من الإجراءات الطرفية الهادفة إلى ضمان توفير اللحوم الحمراء المحلية في السوق الوطنية، من خلال متابعة مستمرة لوضعية هذا الأخير، وتفعيل آليات التدخل عند الحاجة، وتسخير الوسائل التنظيمية والعملية لضبطه والحفاظ على استقرار تزيده بالمنتج، مع الحرص على ألا تتأثر المعاملات التجارية أو سلاسل التسويق بالتحويلات الطرفية التي يشهدها نشاط المربين.

الإنتاج المحلي لا يغطي حاجيات السوق الوطنية من اللحوم الحمراء

وتشير المعطيات الموضوعية إلى أن معدل الاستهلاك الوطني من اللحوم الحمراء يتراوح بين 60.000 و 65.000 طن شهريا، وهي كميات لا يغطيها الإنتاج المحلي في الظرف الراهن، ما استدعى الترخيص باستيراد ما بين 20.000 و 25.000 طن شهريا لتعويض الفارق بين العرض والطلب.

المواطنين. ولتعزيز هذا التوجه مؤسسيا، جاء مشروع قانون المالية لسنة 2026، الذي حظي بمصادقة المجلس الشعبي الوطني، بإقرار نظام تفضيلي استثنائي يقضي بالإعفاء من الرسوم والحقوق الجمركية لفائدة واردات الأغنام والأبقار الموجهة للذبح خلال الفترة التي تسبق المناسبات الدينية الكبرى.

وانسجاما مع هذه الرؤية، رخصت السلطات العمومية عند الاقتضاء استيراد المواشي الحية من أجل تدعيم السوق الوطني والحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن بما يعزز الاستقرار والوفرة ويضمن جودة التموين طيلة هذه المرحلة الحساسة. وتدعيما لهذه المقاربة الاستراتيجية وامتدادا للدور الحيوي الذي تضطلع به لجان اليقظة والإنذار المبكر متعددة القطاعات استحدثت الوزارة خلية متابعة مركزية على مستوى الوزارة، سخرت لها كافة الموارد البشرية والمادية، وتتكفل بالمتابعة اليومية لحركة التموين وتعزيز الرقابة على أسواق الجملة والتجزئة، وتحليل تطور الأسعار، ومعالجة الإخطارات، وصياغة تقارير دورية تتضمن توصيات للتدخل الفوري عند الضرورة.

وحسب الوزيرة، تعكس الإجراءات والتدابير المتخذة من قبل الوزارة حرص الدولة على حماية المواطن وضمان تلبية احتياجاته الأساسية بكفاءة وعدالة، مع متابعة دقيقة لجميع حلقات التموين والأسواق. وأكدت الوزيرة استمرار الوزارة في هذا النهج بثبات ومسؤولية، مواصلة جهودها في ضبط السوق ومضاربة كافة أشكال المضاربة، وتعزيز الشراكة المؤسسية.

وانطلاقا من تقييم دقيق لاحتياجات السوق، تقول الوزيرة تم تفعيل مجموعة من التسهيلات الجبائية والجمركية وتعبئة المتعاملين العموميين والخواص، مما مكن من تدعيم السوق خلال سنتي 2024 و 2025 ويعكس ديناميكية مؤسساتية فعالة واستجابة سريعة لمتطلبات المواطنين.

وعلا على تعزيز الوصول الفعلي للمنتج للمستهلك، تم فتح نقاط بيع مباشرة عبر مختلف ولايات الوطن تابعة للمجمعات العمومية والخواص، كما تم إصدار مرسوم تنفيذي لتسقيف هوامش الربح في الاستيراد والتوزيع، وهو ما عزز حماية المستهلك وضمان توازن نشاط المتعاملين، مع إحكام الرقابة على كافة حلقات التسويق بالتنسيق مع المصالح الأمنية المختصة.

وقد أسفرت جهود الرقابة خلال سنة 2025 عن أكثر من 60.000 تدخل مكنت من كشف التجاوزات المرتبطة بالمسالك غير القانونية والتخزين غير المبرر والممارسات المؤثرة سلبا على الأسعار. واستعدادا لشهر رمضان لعام 2026، وضعت وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية بالتنسيق مع كل من وزارة الفلاحة والتنمية الريفية ووزارة التجارة الخارجية منظومة استباقية محكمة لضمان وفرة المواد ذات الطلب المتزايد خلال هذه المناسبة، وفي هذا الإطار، تم عقد اجتماعات عمل تنسيقية مع المستوردين المعتمدين للحوم الحمراء، أسفرت عن الانطلاق في إجراءات عملية لتأمين تموين السوق بكميات أولية تقدر بـ 29.545 طن من اللحوم خلال الفترة الممتدة من 15 جانفي إلى غاية 15 مارس 2026، وذلك ضمانا وتلبية لاحتياجات

L'Algérie se tourne vers le Canada pour importer du blé dur



Dans le cadre de la diversification de ses sources d'approvisionnement, l'Algérie explore de nouveaux partenariats pour ses importations céréalières. Une collaboration avec le Canada pour le blé dur vient d'être mise en avant à l'occasion d'un événement bilatéral. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique plus large de sécurisation des achats de grains par l'Algérie.

Dans un communiqué publié ce mardi 9 décembre 2025 sur sa page [Facebook](#), l'ambassade du Canada en Algérie a présenté les conclusions d'un séminaire organisé à Alger par Céréals Canada et la Commission canadienne des Grains sur la nouvelle récolte.

Le document souligne qu'une production en hausse et une qualité de grain jugée excellente permettront au Canada de fournir à l'Algérie un approvisionnement stable en blé dur de qualité supérieure. L'ambassade affirme ainsi que le pays « se réjouit de pouvoir assurer à l'Algérie la provision constante de blé dur de qualité supérieure et de participer à sa sécurité alimentaire ».

Renforcement de la coopération entre Céréals Canada et l'OAIC

La délégation canadienne a été reçue par l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC). Les discussions ont porté sur des échanges de connaissances et des programmes de formation technique couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des céréales.

Ces échanges, qualifiés de productifs dans le communiqué, visent à structurer la coopération technique entre les entités des deux pays. Ils accompagnent la volonté algérienne de renforcer l'expertise locale en matière de logistique et de contrôle qualité des céréales.

Un important achat récent de blé meunier

Quelques jours avant cet événement, l'Algérie a finalisé un achat international de grande ampleur de blé tendre. L'OAIC a clôturé un appel d'offres international le mercredi 3 décembre 2025.

Selon des courtiers européens cités par l'agence Reuters, le volume acquis se situe entre 810 000 et 900 000 tonnes de blé tendre. Les estimations précises sur le volume total variaient encore, mais environ dix sociétés de négoce international ont remporté des lots dans le cadre de cet appel d'offres.

Détails logistiques et stratégie de diversification

Les contrats pour ce blé meunier ont été conclus autour de 256 dollars américains la tonne, coût et fret inclus (CAF). Les expéditions sont programmées pour 2026 en deux tranches depuis les zones d'approvisionnement habituelles, principalement européennes : du 1er au 15 février, puis du 16 au 28 février 2026. Pour les cargaisons provenant d'Amérique du Sud ou d'Australie, la période d'expédition serait avancée d'un mois.

Les achats de l'Algérie sont d'origine optionnelle, permettant une flexibilité quant à la provenance. L'agence Reuters rapporte que des courtiers estiment qu'une partie du blé pourrait provenir de la région de la mer Noire ou d'Argentine.

Cette approche fait suite à la réduction significative des importations algériennes de blé français ces deux dernières années, liée à des tensions diplomatiques. L'Algérie s'est reportée sur d'autres fournisseurs, notamment la Russie et l'Ukraine, avant d'engager des pourparlers avec le Canada concernant le blé dur.

الصفحة: 05



نقص الإنتاج وراء ارتفاع أسعار صفيحة البيض .. مربو الدواجن :

توقع استقرار الأسعار ووفرة اللحوم البيضاء في رمضان

إلى ألف دينار للدجاجة، بعدما كان لا يتجاوز 600 دينار. وفيما يخص اللحوم البيضاء توقع بن شايبة استقرارا في أسعارها خلال رمضان المقبل، الذي ينتظر أن يعرف وفرة في الإنتاج، بموجب الاتفاقية التي وقعتها الفيدرالية مع مجمع "أغرولوج"، والتي تهدف إلى تزويد المربين بالصيصان بأسعار تعاقدية، على أن يقوم المربيون بتوفير الدواجن للمذابح التابعة للمجمع بأسعار تعاقدية ثابتة.

وطالب رئيس فيدرالية تربية الدواجن الجهات الوصية إلى تفعيل آليات التخزين، خاصة عند الخواص، لتكوين مخزون من اللحوم البيضاء وامتصاص فائض الإنتاج، للحفاظ على استقرار الأسعار، وحماية المنتجين من الخسارة في حال تسجيل فائض. ونظرا

للطلب الكبير على مادة الذري لإنتاج الأعلاف لتغذية الدواجن، دعا بن شايبة إلى توفير هذه المادة الأساسية بالكميات الكافية، لضمان استمرارية واستقرار نشاط تربية الدواجن.



أكد رئيس الفدرالية الوطنية لمربي الدواجن علي بن شايبة أن ارتفاع أسعار البيض ببعض الأسواق، يعود بالدرجة الأولى إلى نقص العرض وارتفاع تكاليف الإنتاج، متوقعا استقرار أسعار اللحوم البيضاء خلال شهر رمضان المقبل بعد الاتفاقية الموقعة مع مجمع الصناعات الغذائية واللوجيستيك "أغرولوج".

زولا سومر

وأرجع بن شايبة في تصريح لـ "المساء" أمس، ارتفاع أسعار البيض إلى نقص العرض أمام تزايد الطلب في هذه الفترة التي يزيد فيها الاستهلاك، خاصة من طرف المطاعم المدرسية والجامعية التي تعتمد على هذه المادة الأساسية. وأوضح أن سبب نقص العرض يعود بالدرجة الأولى إلى عزوف عديد المنتجين عن الإنتاج خلال هذا الموسم، بعد الخسائر التي تكبدوها خلال الصيف بفعل فائض الإنتاج الذي أدى إلى تراجع الأسعار، حيث تراوح سعر الصفيحة بين 300 دينار و350 دينار بأسواق الجملة في تلك الفترة.

وقال محدثنا إن أسعار الإنتاج تبقى مرتفعة باحتساب تغذية الدواجن، والتكاليف البيطرية، وسعر الدجاجة البيضاء الذي يصل

Algérie 360°

Par Lynda A 10 décembre 2025 à 14:32

Importation de blé : l'Algérie change de cap et se tourne vers ce pays d'Amérique du Nord



L'Algérie poursuit sa quête de diversification de ses approvisionnements en céréales, avec une attention particulière portée au blé dur de qualité supérieure.

Cette dynamique s'est illustrée lors d'un séminaire organisé à Alger par Céréals Canada et la Commission canadienne des Grains, où la nouvelle récolte canadienne a été présentée aux acteurs algériens.

La délégation canadienne a souligné qu'une **production en hausse et une qualité de grain jugée excellente** permettront au Canada d'assurer à l'Algérie un approvisionnement stable et fiable, participant ainsi directement à la sécurité alimentaire du pays.

L'événement a également été l'occasion pour l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) et ses partenaires canadiens d'échanger sur les pratiques techniques et la chaîne de valeur des céréales, dans le cadre d'un renforcement de la coopération bilatérale.

Une coopération technique renforcée entre l'OAIC et Céréals Canada

Lors de cette rencontre, les discussions ont porté sur :

- L'échange de connaissances sur la chaîne de valeur du blé.
- Les programmes de formation technique destinés aux opérateurs algériens.
- Le contrôle qualité et la logistique liés aux céréales importées.

Selon le communiqué de l'ambassade du Canada en Algérie, **ces échanges ont été « productifs »**. Et visent à structurer une coopération technique durable, tout en renforçant l'expertise locale. Cette démarche s'inscrit dans la volonté algérienne de sécuriser ses approvisionnements. Tout en améliorant la maîtrise des processus liés aux céréales.

Importation de blé : des achats internationaux conséquents pour anticiper la demande en Algérie

Quelques jours avant le séminaire, l'Algérie a finalisé un important achat international de blé tendre. **L'OAIC a clôturé un appel d'offres international** le 3 décembre 2025, portant sur un volume estimé entre 810 000 et 900 000 tonnes. Dix sociétés de négoce international ont remporté des lots. Avec des contrats conclus autour de 256 dollars la tonne, coût et fret inclus.

Les expéditions sont programmées pour février 2026, en deux tranches, depuis les zones d'approvisionnement habituelles, principalement européennes. Une partie du blé pourrait également provenir de la mer Noire ou d'Argentine. Offrant à l'Algérie une flexibilité précieuse dans la gestion de ses importations.

Cet événement marque un pas supplémentaire dans la diversification des sources d'approvisionnement de l'Algérie et dans la sécurisation de ses stocks de céréales. Grâce à l'implication canadienne, l'Algérie bénéficie d'un **fournisseur fiable pour son blé dur**. Tout en consolidant ses compétences techniques et son expertise locale, dans un contexte mondial où la disponibilité des céréales reste un enjeu majeur.



Par: Djamel Belaid 10 Déc. 2025 à 13:38

Algérie : les prix du poulet en chute libre



Le prix du poulet s'effondre en Algérie. Une situation bénéfique à court terme aux consommateurs, mais pénalisante pour les **éleveurs**. Une situation ponctuelle qui secoue la filière et jusqu'aux poussins.

Sur les réseaux sociaux, un professionnel témoigne : « Le prix de gros du poulet vivant chez l'éleveur s'effondre à 200... 210 dinars/kg. Le prix du **poulet** vivant sur le marché de gros de la province de M'Sila, El Bordj et El Eulma, aujourd'hui lundi 8 décembre 2025... 210 dinars le kilo » contre 220 et 240 DA il y a deux semaines.

Tandis que chez les commerçants, les prix sont compris entre 330 à 360 DA/kg contre 460 à 480 DA/kg en septembre 2024 selon Ali Benchaïba, le président de Fédération nationale des aviculteurs (FNAV).

Ce prix de vente à la sortie du poulailler de 210 DA/kg est à comparer à un coût de production estimé entre 250 et 280 DA/kg. Il fait perdre de l'argent aux éleveurs.

Le professionnel poursuit son témoignage et énumère les charges : 100 à 110 DA le poussin et 8 000 DA le quintal d'aliments et conclut : « une situation qui menace de ruiner des dizaines d'éleveurs et d'en faire partir beaucoup d'autres. »

D'autant plus que de nombreux éleveurs achètent à crédit l'aliment volailles et face à ces prix de vente non rémunérateurs, ils sont dans l'incapacité de rembourser leurs dettes.

Les poussins victimes de la baisse des prix

Avec de tels coûts, nombreux sont les éleveurs qui ne démarrent pas l'élevage de nouvelles bandes de poulets de chair. Ils préfèrent attendre une prochaine remontée des prix de vente.

Cette stratégie peut mettre en danger la survie de leur activité lorsqu'ils doivent faire face à des charges fixes : main d'œuvre ou location des terres sur laquelle sont installés leurs poulaillers.

Le non démarrage de nouvelles bandes de **poulets** se répercute sur l'activité des couvoirs où des œufs arrivent chaque jour à éclosion. Une naissance de poussins qui intervient après 21 jours et que les propriétaires de couvoirs ne peuvent différer.

Malgré la baisse jusqu'à 10 DA du prix des poussins consenti aux éleveurs, ils ne trouvent pas d'acheteurs.

Résultats des dizaines de milliers de poussins qui sortent quotidiennement des couvoirs et qui ne trouvent pas preneurs. Sur les réseaux sociaux, un site spécialisé en agriculture met en ligne le sort de ces poussins dont plus personne ne veut.

Au bord de route, un amas de cartons renversés car jetés à la hâte d'un camion. Tout autour des poussins qui pépient et courent dans tous les sens. Certains gisent morts au sol. De l'amas de cartons certains tentent encore de s'extraire.

Les poussins encore vivants sont condamnés à moins d'être dirigés immédiatement vers un élevage. Ils ne peuvent survivre qu'une seule journée en puisant dans leurs réserves. Plus grave, ils sont très sensibles au froid.

La vidéo a été visionnée par de très nombreux internautes choqués par le sort réservé à ces poussins abandonnés dans la nature et condamnés à une mort certaine.

Réduire les coûts dans la chaîne de valeur

Pour arriver à faire face à la chute des prix de vente du poulet, les éleveurs adoptent plusieurs stratégies. Ceux qui ont dégagé assez de bénéfices les mois précédents continuent de produire tandis que d'autres arrêtent momentanément.

Pour réduire les coûts, ces derniers mois, la FNAV a demandé et obtenu des services agricoles que la durée d'élevage des poulets de chair soit ramenée de 45-50 jours à 32-35 jours. L'avantage est double. Les ménages à faible revenu trouvent plus intéressant d'acheter des poulets de poids moins élevé.

Enfin, selon le président de la FNVA : « nous pourrions augmenter le nombre de bandes d'élevage/an, passant de 4 ou 5 bandes à 7, ce qui se traduira par un accroissement substantiel de notre production nationale » sachant qu'un vide sanitaire de 2 semaines est indispensable entre deux bandes.

Côté éleveurs, ils dépensent moins d'aliment. En effet, lors des dernières semaines d'élevage, les poulets rentabilisent moins l'aliment. Or, celui-ci représente jusqu'à 70% des charges des élevages. Un phénomène notamment lié à l'inflammation de l'intestin des poulets par des parasites et qui sont à l'origine de coccidioses.

Seul un lavage et une désinfection des poulaillers entre l'élevage de deux bandes de poulets et le respect d'un « vide sanitaire » préconisé par les vétérinaires peut réduire ce parasitisme. Une opération difficile pour les poulaillers aménagés dans des serres tunnel au sol en terre-battue.

Sensibilisés au risque de coccidiose, quelques éleveurs tentent d'y venir à bout en recouvrant le sol d'un film plastique avant d'épandre la sciure de bois ou la paille constituant la litière.

Entre l'éleveur et le commerçant au détail, les volailles passent par une étape obligatoire, les abattoirs. Un intermédiaire indispensable mais dont les services se payent.

Progrès de la contractualisation

Depuis plusieurs années, le ministère de l'Agriculture développe une stratégie de contractualisation à l'image de la convention signée en mars 2022 par le Conseil national interprofessionnel de la filière avicole (CNIFA) et l'Office national des aliments de bétail (ONAB).

Un accord qui vise à fournir les éleveurs notamment en poussins au prix de 80 DA l'unité. En contrepartie, ils doivent s'engager à livrer leur production à des entreprises publiques afin de fournir le marché à des prix raisonnables.

En septembre 2024, le président de la FNAV faisait état dans la presse d'une opération de contractualisation entre les éleveurs, l'ONAB et la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA) et précisait que l'ONAB fournirait aliments et poussins. Le contrat devant indiquer le prix de l'aliment, celui des poussins ainsi que le prix de vente du poulet.

La fixation du prix du poussin n'est pas négligeable qu'en 2021 son prix est passé de 120 DA à 180 DA voire parfois à 200 DA.

Un effet des importations de poulets brésiliens ?

Désespérés, certains éleveurs accusent l'importation de poulets. « Et pour aggraver encore les choses, au lieu d'absorber l'excédent et de le stocker, le processus se déroule à l'inverse ?! On importe des quantités de poulets brésiliens congelés ?!?! » s'offusque un professionnel sur les réseaux sociaux.

Afin d'agir sur de précédentes flambées des prix, les pouvoirs publics ont eu recours à l'importation depuis le Brésil de poulets congelés. Vendus à 295 DA/Kg l'opération a remporté un vif succès auprès des consommateurs.

Début septembre, un déstockage de 9 tonnes de viande blanche à 250 DA/kg a été effectué par les autorités dans le but de réapprovisionner le marché en vue de la mise en place d'un nouveau stock. Dans le cadre de la préparation du prochain mois de ramadan, il serait prévu « l'importation de 12.365 tonnes de viandes blanches congelées ».

Les échanges entre les professionnels de la filière avicole et le ministère de l'Agriculture montrent que la concertation est permanente. Outre le soutien à la filière et les projets de contractualisation, la demande récente du président Abdelmadjd Tebboune d'accélérer le processus de numérisation avant la fin de l'année devrait permettre une meilleure connaissance des besoins de la filière et réaliser les ajustements nécessaires en temps réel.

مديرية التجارة شرعت في التحضير لشهر رمضان مراقبة مخازن البقول الجافة واختيار أسواق الرحمة

شرعت مديرية التجارة لولاية قسنطينة، في التحضيرات المسبقة تحسبا لشهر رمضان القادم، وذلك من خلال إيفاد فرق مراقبة إلى مختلف المخازن الخاصة بحفظ البقول الجافة وغيرها، إضافة إلى العمل لتحديد فضاءات الأسواق المبرمجة بهذه المناسبة.

وانعقد أول أمس، اجتماع تنسيقي على مستوى مقر المديرية برئاسة رئيسة مصلحة ملاحظة السوق والإعلام الاقتصادي ضم كل من مدير ممتلكات البلدية، ممثل تعاونية الحبوب والبقول الجافة، ممثل مجمع «أقروديف»، بالإضافة لإطارات المديرية، ويندرج في إطار اللجنة الولائية لمتابعة التموين، وقد تمحور جدول الأعمال حول التحضيرات الخاصة بشهر رمضان الفضيل، خاصة في الجانب المتعلق باختيار مواقع أسواق رمضان.

وقام أعوان قمع الغش بمديرية التجارة لولاية قسنطينة، في إطار نشاط الفرق المختلطة «تجارة-صحة نباتية»، بعملية رقابة وتفتيش شملت عددا من مواضيعي البقول الجافة والأرز، حيث تم معاينة مدى احترام شروط التخزين وكذا الحفاظ مع إحصاء مستوى المخزون من هذه المواد الأساسية لتغطية الطلب في السوق الوطنية، وخاصة مع اقتراب شهر رمضان الذي يعرف ارتفاعا في الطلب والاستهلاك، وتبرمج المديرية عدة خرجات رقابية لنفس المخازن من أجل الوقوف على وفرة الإنتاج والاطمئنان على المخازن تحسبا لشهر رمضان.

حاتم / ب

الفلاحة

Agriculture

Online

النشروفي
إخبارية وطنية

محمد فاسي 2025/12/10

4 ملايين قنطار من التفاح.. و9 ملايين طن هدف إنتاج الحبوب الجزائر تقترب من الاكتفاء الذاتي بتلبية 75% من احتياجاتها الغذائية



الجزائر تغطي أكثر من 75% من احتياجاتها الغذائية

أكد رئيس الغرفة الفلاحية لولاية الجزائر، إبراهيم جريبية، أن الجزائر تغطي أكثر من 75% من احتياجاتها الغذائية، مشيراً إلى وفرة الإنتاج في عدة شعب، خصوصاً الخضر الموسمية والحمضيات. وأوضح رئيس الغرفة خلال استضافته في برنامج ضيف اليوم عبر القناة الثالثة للإذاعة الجزائرية أن تحقيق الأمن الغذائي يُبنى على تطوير ثلاث شعب أساسية: الحبوب والحبوب والحبوب الحمراء، مع هدف بلوغ إنتاج وطني في الحبوب يُقدَّر بـ 9 ملايين طن.

وكشف جريبية أن الجزائر لم تستورد بذور الحبوب منذ أكثر من 30 سنة بفضل جهود مهندسي معهد المحاصيل الكبرى، مؤكداً أهمية استغلال قدرات الجنوب الذي يمتلك احتياطات مائية تتراوح بين 50 ألف و60 ألف متر مكعب. وأشار إلى مشاريع كبرى قيد الإنجاز، أبرزها برنامج "بلدنا" بالشراكة مع قطر بدءاً من 2026، وبرنامج آخر مع [الجانب الإيطالي في تيميمون](#) يمتد على 36 ألف هكتار لإنتاج الحبوب والمواد الموجهة لصناعة العجائن. وفي مجال الرقمنة، أوضح جريبية أنه تم منذ 2023 تحديد هوية الفلاحين عبر منصة وطنية تتيح رقماً وطنياً لكل فلاح، مع التحضير لإطلاق بطاقة فلاحية مزودة برمز QR.

كما أبرز المتحدث التطور الكبير في شعبة التفاح، حيث تجاوز إنتاج ولايتي خنشلة وباتنة حاجز 4 ملايين قنطار على مساحة قدرها 12 ألف هكتار، نتيجة رفع كثافة الأشجار من 300 إلى 3000 شجرة في الهكتار. وختم جريبية بالتأكيد على ضرورة حل ملف العقار الفلاحي لدعم الاستثمار، داعياً إلى توسيع المجلس العلمي ليشمل الفاعلين الميدانيين، لضمان انعكاس البحث العلمي على الواقع الزراعي.

باحتياطات مائية ضخمة وأراض زراعية شاسعة

الجنوب.. مستقبل الفلاحة والصناعات التحويلية

أجمع مسؤولون في مجال الفلاحة والموارد المائية، خلال نقاشات حول الفلاحة الصحراوية، ضمن فعاليات المؤتمر الإفريقي للمؤسسات الناشئة، الذي نظم مؤخرا بالجزائر، على أهمية استغلال الأراضي الفلاحية الواسعة واحتياطات المياه الضخمة بالجنوب، لتطوير الزراعات الاستراتيجية، في ظل تراجع التساقطات من الأمطار بصفة معتبرة ومتواصلة في شمال البلاد.

حنان حيمر

في هذا الإطار، قالت المديرية العامة لديوان تنمية الزراعة الصناعية بالأراضي الصحراوية، صبيحة بوسدر، أن هناك قدرات هامة في مجال الأراضي والمياه الجوفية بجنوب البلاد بالرغم من صعوبة المناخ الذي يحتم القيام بسقي كل المساحات المزروعة، ما يتطلب، حسبها، تجنيد الموارد المائية الجوفية بطريقة فعالة وذكية تحدد كيفية التحكم في السقي ومواعيده. كما أوضحت أن الاستثمارات الهيكلية التي يرافقها الديوان المكلف بتنفيذ السياسة الوطنية لتعزيز وتطوير الزراعة الصناعية الاستراتيجية في الأراضي الصحراوية، تتطلب تسييرا محكما، يأخذ بعين الاعتبار أنواع البذور وقدرتها على التكيف مع الظروف المناخية لولايات الجنوب التي يتدخل فيها الديوان حاليا وهي غرداية، والأغواط، وورقلة، والمنيع، وتيميمون، وإليزي، وجانت، وتقرت وأدرار، مشددة على أن نجاح هذه الاستثمارات يتطلب توفير الطاقة، لاسيما من خلال تطوير الطاقات المتجددة وشق الطرقات التي تسمح بالولوج إلى المستثمرات الفلاحية ووضع أنظمة سقي حديثة وتجنييد الموارد المائية واستغلالها لأهداف التنمية المستدامة.

من جهته، سجل المدير العام للوكالة الوطنية للموارد المائية، أن ولايات الشمال تعيش منذ سبع سنوات على وقع تراجع ملحوظ في الأمطار، حيث انخفضت بنسبة 20٪ بين 2024 و2025، ما جعله يشير إلى أن التوجه نحو الجنوب لتطوير الزراعات الاستراتيجية خيار فرض نفسه بالنظر لهذه الظروف المناخية الجديدة. وتطرق المتدخل، إلى السياسة التي انتهجتها الحكومة بتوجيهات من رئيس الجمهورية في مجال الري والتي تعتمد على تحلية مياه البحر، وتوجيه كل ما هو فائض إلى الفلاحة بشمال البلاد، أما بالنسبة للجنوب الذي يحتوي على احتياطات هامة من المياه الجوفية، اعتبر المسؤول، أنه لا بد من استغلالها بطريقة صحيحة وحكيمة عقلانية، ولفت إلى أن الجنوب لا يعرف منافسة شديدة بين المستثمرين في المجال الفلاحي عكس الشمال، ما يتيح مرافقة المشاريع بطريقة أفضل.

وبالمناسبة، قدم الرئيس المدير العام لشركة "تافاديس" (فرع مجمع مدار) أحمد دراوي، بعض التفاصيل عن التجربة الزراعية التي تقوم بها الشركة لإنتاج السكر، مؤكدا أن الأمر يتعلق حاليا بتنفيذ تجارب ميدانية قبل الشروع في الاستثمار على أوسع نطاق.



الصفحة:



الأمين الوطني للاتحاد الوطني للفلاحين الجزائريين، الطاهر كرامي تعدد الوسطاء يخل بمسار التسويق

أكد رئيس لجنة الفلاحة والصيد البحري وحماية البيئة، بشير فرحاني، على أهمية تعزيز التواصل مع ممثلي الفلاحين والاطلاع على الانشغالات الميدانية، مشددا على الدور الاستراتيجي للقطاع الفلاحي في تحقيق الأمن الغذائي الوطني، لاسيما بوجود تحديات تتعلق بالتمويل والمدخلات، وضبط مسار التسويق والعقار الفلاحي. وجاء ذلك خلال جلسة سماع، للأمين الوطني للاتحاد الوطني للفلاحين الجزائريين، الطاهر كرامي، الذي ناب عن الأمين العام للاتحاد عبد اللطيف ديلمي عقدت أمس، حيث أشاد كرامي بجهود اللجنة واستماعها لممثلي الفلاحين، مؤكدا أن "التعاون المؤسسي المستمر هو السبيل لإصلاح القطاع وتحسين الأمن الغذائي الوطني". وأوضح كرامي، أن "خصوصية النشاط الفلاحي تتطلب معالجة دقيقة للملفات المتعلقة بالمواسم، حيث أي تأخر إداري أو تقني يؤثر مباشرة على الإنتاج والأسعار". وأشار الأمين الوطني إلى أن ملف العقار الفلاحي هو "الأكثر حساسية"، مؤكدا أن توجيهات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، خلال الاحتفال بالذكرى الـ 50 لتأسيس الاتحاد الوطني للفلاحين، دعت إلى التعاون لإيجاد "حلول وضوابط قانونية لتحديد ملكية الأراضي وحمايتها، ما أدى إلى إطلاق ورشات عمل مكثفة وإعداد منشور شامل

لمعالجة مختلف الوضعيات". كما نوه كرامي، بـ "محدودية الموارد المائية الناتجة عن التغيرات المناخية وتأثيرها، التي أثقلت هي الأخرى كاهل الفلاحين"، كما تدفع "اختلالات مسار التسويق الفلاحي إلى بيع منتجاتهم بأسعار منخفضة جدا بينما تصل للمستهلك بأسعار مضاعفة بسبب تعدد الوسطاء والمضاربة"، مشددا على ضرورة "اعتماد سعر أدنى للفلاح يضمن تغطية تكاليف الإنتاج، تطبيقا لتوجيهات رئيس الجمهورية الذي اعتبر خسارة الفلاح خطأ أحمر". وفي ختام الجلسة، تمحورت انشغالات أعضاء اللجنة حول عدة نقاط أساسية من أبرزها، تحديد احتياجات السوق الوطنية، المطالبة بإحصاء دقيق للفلاحين، طرق الحصول على الأدوية المستعملة في القطاع الفلاحي وضمان سلامة الإنتاج، مشكل ارتفاع أسعار الأسمدة، الحفاظ على السلالة الحيوانية، بالإضافة إلى ضمان توزيع البذور، واقتراح إنشاء حواجز مائية جماعية لمواجهة الجفاف وحماية الإنتاج، وتوفير اللقاحات، وضبط سعر الأعلاف مع فتح المجال للخواص، ومراجعة آليات الدعم، واستفسارات حول تأثير السوق الموازي، وتحسين شبكات التسويق لتقليل الوسطاء. ايمان دهماني

SECURITE ALIMENTAIRE

La production agricole couvre 75 % des besoins

LE PRÉSIDENT de la chambre d'agriculture d'Alger, Ibrahim Djribia, a indiqué que l'agriculture algérienne fournit actuellement plus de 75 % des besoins du pays, ce qui témoigne d'une dynamique importante dans plusieurs filières stratégiques.

Afin que cette dynamique soit maintenue, il est urgent de régler la question du foncier agricole, qui reste l'une des priorités indispensables afin que le pays puisse réaliser sa sécurité alimentaire, le foncier étant la base de toute production, a souligné M. Djribia, hier, lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale. Dans ce sens, il a poursuivi que la disponibilité du foncier, en plus des autres mesures prises par l'Etat, donneront une impulsion à l'investissement agricole. C'est pourquoi, l'intervenant a plaidé pour l'élargissement du Conseil scientifique, récemment installé, aux Chambres d'agriculture et aux opérateurs de terrain», avant d'aborder le volet de la recherche à propos de laquelle il a indiqué que «la

recherche n'a pas de sens si elle n'a pas d'impact sur le terrain».

Revenant à la production agricole, il a mis en avant que cette année, il y a une production abondante dans certaines filières telles que les agrumes et le maraîchage, estimant que c'est le résultat des efforts déployés pour atteindre la sécurité alimentaire dans un contexte de changements climatiques et de mutations géostratégiques. Concernant les filières stratégiques, le responsable a identifié trois secteurs prioritaires à développer, dont les céréales, le lait et la viande rouge. Pour les céréales, l'objectif est d'atteindre une production satisfaisant les besoins nationaux estimés à 9 millions de tonnes. «Depuis plus de 30 ans, on n'importe aucune graine de semence céréalière grâce à nos ingénieurs de l'Institut des grandes cultures», a-t-il précisé, relevant l'importance du développement du sud algérien où existent d'importantes réserves d'eau estimées entre 50 000 et 60 000

mètres cubes. Djribia a également évoqué les grands projets structurants, notamment celui de Baladna avec les Qataris devant entrer en production à partir de 2026, couvrant les céréales, la viande et le lait. Il a aussi mentionné le programme avec les Italiens à Timimoun portant sur 36 000 hectares destinés aux céréales, entre autres. Sur la numérisation du secteur, le président de la Chambre d'agriculture d'Alger a annoncé des avancées significatives. «Nous avons commencé la numérisation au niveau des 58 chambres à partir de 2023. Nous sommes arrivés à identifier nos agriculteurs et nos productions», a-t-il expliqué, précisant qu'une plateforme nationale a été mise en place avec un numéro national pour chaque agriculteur. Une carte d'agriculteur avec code QR est également à l'étude pour faciliter les démarches administratives et bancaires.

Concernant la filière pomme, Djribia a salué «l'émergence spectaculaire des wilayas de Khenchela et Batna qui sont devenues les leaders nationaux avec plus de 4 millions de quintaux produits sur une superficie de 12000 hectares». Le responsable a toutefois pointé du doigt le problème de l'écart entre les prix à la production et à la consommation.

«Le problème n'est pas chez l'agriculteur. La mission de l'agriculture c'est de produire, la commercialisation c'est pour un autre secteur», a-t-il affirmé, appelant à une meilleure régulation et concertation entre les secteurs de l'agriculture et du commerce.

Hamid B.

التعاون والشراكة الإقتصادية

Economic coopération and partenership

ALGÉRIE - ALLEMAGNE

UN PREMIER SOMMET POUR L'INVESTISSEMENT

L'Allemagne ambitionne de renforcer davantage sa coopération avec l'Algérie, une relation qui s'inscrit dans la continuité de 20 années de partenariat économique.

■ KAMELIA HADJIB

C'est dans ce cadre que s'est tenu, hier, à Alger, le premier sommet d'investissement algéro-allemand (German-Algerian Investment Summit, GAIS), organisé par la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie), à l'occasion de son 20^e anniversaire en Algérie.

Tenu sous le parrainage du ministère de l'Industrie, ce sommet a réuni des acteurs institutionnels, économiques et diplomatiques des deux pays, offrant une plateforme pour échanger sur les investissements, la coopération industrielle et les grandes transitions économiques.

La rencontre a été mise à profit, pour sceller plusieurs partenariats stratégiques entre entreprises algériennes et allemandes.

On citera, à ce sujet, la signature de protocoles d'accord entre Siemens et Intelligent Network (iNET), ainsi qu'entre Bayer et les universités de Blida et d'Alger. Ces accords traduisent l'engagement «concret» des acteurs économiques des deux pays et illustrent leur volonté de «renforcer» la coopération industrielle, technologique et académique.

Dans son allocution, le Secrétaire général du ministère de l'Industrie a indiqué que la tenue de cette rencontre constitue une «plateforme stratégique» destinée à «renforcer» la coopération bilatérale, à «concrétiser» les échanges par des projets «tangibles» et «promouvoir» un investissement industriel «durable» entre l'Algérie et l'Allemagne. Kheireddine Benaïssa a souligné la qualité et la solidité de la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne, un partenariat stratégique qui s'est construit au fil des années, et rappelé que l'Allemagne figure parmi les partenaires économiques «des plus importants» de l'Algérie, tant par le volume des échanges



commerciaux que par la qualité des investissements et des programmes de coopération. Il a également insisté sur le rôle de l'Allemagne comme partenaire «fiable» dans le transfert de technologie, l'échange d'expertises et le développement des capacités humaines, illustrant ainsi le caractère durable et stratégique des relations bilatérales entre les deux pays.

Il a, dans le sillage, mis en avant l'attractivité croissante de l'Algérie pour les investisseurs étrangers, soulignant les réformes profondes entreprises pour améliorer le climat des affaires.

Parmi celles-ci, figurent la révision du code des investissements, afin de le rendre plus flexible, transparent et attractif, la re-

structuration du système immobilier industriel, ainsi que l'organisation des filières industrielles en clarifiant les mécanismes de leur gestion et de leur fonctionnement, afin d'améliorer leur efficacité. «L'Algérie offre des opportunités prometteuses dans des secteurs stratégiques et à forte valeur ajoutée, notamment les énergies renouvelables, en particulier l'hydrogène vert, le solaire et l'éolien, les industries mécaniques et électromécaniques, l'ingénierie industrielle et de précision, ainsi que la chimie et les services logistiques. Ces initiatives visent à renforcer la compétitivité des entreprises algériennes, à diversifier la production et à intégrer davantage le pays dans les chaînes de valeur mondiales, tout en soutenant la création

d'emploi et le développement durable», a rapporté le SG du ministère. Il a rappelé que l'Algérie place au cœur de sa stratégie, le développement durable et la diversification de son tissu industriel, avec pour objectifs principaux la création de richesse et d'emploi, le renforcement des capacités d'exportation, l'optimisation de l'utilisation des ressources publiques et naturelles, ainsi que l'intégration des entreprises algériennes dans les chaînes de valeur mondiales.

Il a précisé que pour atteindre ces objectifs, notre pays a adopté une politique multidimensionnelle visant à garantir la sécurité alimentaire, sanitaire et économique, à développer les filières industrielles et à clarifier les mécanismes de leur gestion, tout en favorisant la modernisation et la compétitivité des entreprises.

De son côté, le directeur général de l'AHK Algérie a mis l'accent sur le potentiel d'une coopération «gagnant-gagnant» avec l'Algérie, qu'il a qualifié de «partenariat stratégique» reposant sur la confiance mutuelle et le partage d'expériences.

Oliver Blank a insisté sur la nécessité de renforcer les échanges économiques et industriels, notamment dans des secteurs tels que la production locale, les énergies renouvelables, l'hydrogène, l'économie circulaire, la santé, la pharmacie, l'agriculture, la digitalisation et la formation professionnelle.

Il a mis en avant l'intérêt de la tenue du premier sommet d'investissement algéro-allemand, qui constitue, selon lui, une opportunité unique de créer un pont entre les acteurs économiques des deux pays, de favoriser le dialogue, le réseautage et le lancement de projets concrets, et de mettre en lumière les perspectives de coopération gagnant-gagnant pour l'Algérie et l'Allemagne.

K. H.

23^e SESSION DE LA GRANDE COMMISSION MIXTE ALGÉRO-TUNISIENNE UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE À TOUS LES NIVEAUX

■ KARIM AOUDIA

À la faveur de la 23^e session de la Grande commission mixte, Alger et Tunis abordent une nouvelle phase cruciale dans la consolidation de leur coopération bilatérale ayant pour objectif de bâtir un partenariat stratégique à tous les niveaux. La 23^e session en question est en vigueur depuis hier à Tunis, et ses travaux se poursuivront jusqu'à demain sous l'égide du Premier ministre, Sifi Ghrieb, et de son homologue tunisienne, Sarra Zaafrani. Deux ministres algériens sont déjà présents depuis hier dans la capitale tunisienne. Il s'agit respectivement de Yahia Cherif, ministre de l'Industrie et d'Abdelkrim Bouzred, ministre des Finances, qui ont été accueillis par la ministre tunisienne de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Fatima Thabet. Un communiqué rendu public par le ministère algérien de l'Industrie a qualifié l'avènement de la 23^e session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne « d'étape stratégique pour renforcer la coopération économique et commerciale entre les deux pays, à travers l'examen de dossiers majeurs visant à promouvoir les partenariats bilatéraux, à soutenir les investissements et à lever les obstacles entravant le développement des échanges bilatéraux ». En parallèle, il est également prévu, selon la même source, la tenue d'un forum économique réunissant des hommes d'affaires des deux pays, et ce, dans le but de lancer des projets communs à valeur ajoutée, notamment



dans les secteurs industriels prioritaires. Nées dans le contexte de la décolonisation et des luttes pour l'indépendance, partageant une histoire commune et des liens fraternels qui se sont renforcés dès les années 1960, les relations entre l'Algérie et la Tunisie se sont toujours distinguées par l'excellence de leur entente politique, une convergence de vues exemplaire sur toutes les questions géopolitiques qui traitent de leur environnement régional, de même que dans l'espace arabe et africain. Une entente dans le sillage de laquelle la coopération économique n'a de cesse à évoluer dans sa dimension englobant aussi bien les échanges commerciaux que les conso-

lidations des investissements mutuellement bénéfique pour les deux Etats et leurs peuples respectifs. Il s'agit d'une équation en vertu de laquelle l'axe Alger-Tunis a déjà franchi des pas très encourageants et pour lequel les perspectives s'annoncent encore plus prometteuses, dans la mesure où ce qui est attendu aux termes des travaux de la 23^e session de la Grande commission mixte c'est d'élargir et de consolider les relations de partenariat dans des domaines porteurs, jusque-là, peu ou prou exploités. En vérité, les liens de partenariats disposent d'un potentiel immense qui se rapporte à l'ensemble des secteurs d'activités. Tourisme, transport, transit, start-up et logistique,

industrie, toutes filières confondues, agriculture, énergie et énergie renouvelable, travaux publics, enseignement supérieur, environnement services, etc., ce sont là autant de domaines où le partenariat algéro-tunisien pourrait s'affirmer encore davantage à travers des projets d'investissement créateurs de richesse et d'emploi. Dans cette optique, les Etats peuvent mettre en exécution tous les avantages préférentiels disponibles, consolider la base d'une intégration économique des plus compétitives au bénéfice des deux pays, et aller de l'avant dans l'instauration de zones franches permettant une meilleure fluidité de circulation de divers produits et services.

Sous la direction avisée du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et de son frère le président tunisien, Kaïs Saïed, les relations algéro-tunisiennes vivent leur âge d'or durant ces dernières années. Les échanges commerciaux en croissance exponentielle tournent autour de 1,3 milliard de dollars. Hors hydrocarbures, ces mêmes échanges ont connu un pic spectaculaire, en 2023, avec une augmentation de 54 %. Durant la même année, ce sont pas moins de 42 projets tunisiens d'investissements directs et en partenariat actifs qui ont été recensés en Algérie.

L'affermissement du partenariat économique algéro-tunisien s'inscrit assurément dans la durée, et la tenue de la 23^e session de la Grande commission mixte saura, sans doute, le confirmer.

K. A.

LE CREA S'IMPLIQUE

Le vice-président du Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA) est revenu sur les perspectives économiques de la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne, soulignant que le pays est engagé dans une phase de transformation structurelle, et que les indicateurs récents confirment la résilience et le potentiel de l'économie nationale. Redha Achlaf a précisé qu'«au niveau local, l'accent est mis sur l'industrialisation et la transformation, avec le développement d'industries locales capables

de valoriser les matières premières, de réduire les importations et de créer des emplois durables». Il a rappelé que les réformes du climat des affaires, notamment via l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, visent à attirer davantage de capitaux, y compris étrangers.

Le vice-président du CREA a également mis en avant l'importance de l'innovation et des start-up, notant que la jeunesse algérienne et les nouvelles technologies constituent un levier essen-

tiel, pour promouvoir l'innovation et la transition vers une économie à faible empreinte carbone. Il a indiqué que l'Algérie, «forte» de ses ressources humaines et naturelles, offre un terrain «fertile» pour des investissements mutuellement «bénéfiques».

Concernant les initiatives concrètes entre les deux pays, il a évoqué le projet «TaqatHy», mis en œuvre par «GIZ Algérie», un projet «ambitieux» visant à «accélérer» le déploiement des énergies renouvelables et de l'hydrogène

vert en Algérie, illustrant le transfert de technologie et le savoir-faire au service de la transition énergétique nationale.

«La coopération bilatérale s'étend également au renforcement des capacités et à la formation professionnelle, domaines essentiels pour moderniser l'appareil productif et répondre aux besoins du marché local. Ces initiatives, facilitées par des plateformes telles que la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie), démontrent la volonté com-

mune de bâtir un partenariat solide et durable», a-t-il relevé. Pour conclure, le vice-président du CREA a soutenu que l'Algérie suit une trajectoire économique «positive», déterminée à «diversifier» et à «moderniser» son économie, et estime que le partenariat avec l'Allemagne constitue un levier «essentiel», pour atteindre ces objectifs, construisant «ensemble» un avenir «commun» fondé sur l'innovation, le développement durable et la prospérité partagée.

K. H.

التأمينات الفلاحية

Agricultural insurance

Le Chiffre d'Affaires

Larbi M'hamed Sidali – Le 11.12.2025

Assurances : la CNMA lance une formation inédite anti-corruption



La Caisse Nationale de Mutualité Agricole (CNMA), en partenariat avec la Haute Autorité de Transparence, de Prévention et de Lutte contre la Corruption, a organisé les 10 et 11 décembre 2025 une session de formation inédite au Centre de Formation et des Services Polyvalents de la CNMA à Oran. Destinée aux cadres supérieurs de la Mutualité Agricole, cette initiative constitue une première nationale dans le secteur des assurances.

L'objectif principal de cette formation est de renforcer la prévention de la corruption, la transparence, la conformité et l'éthique professionnelle au sein de l'institution. Elle s'inscrit dans une démarche stratégique de la CNMA visant à consolider les bonnes pratiques et à renforcer durablement les capacités internes en matière de gouvernance et de gestion des risques.

Au cours de ces deux journées, les participants ont approfondi leur compréhension des mécanismes de lutte contre la corruption, grâce à des interventions axées sur le cadre légal, les responsabilités de gestion et les risques liés aux pratiques corruptives. Les échanges ont été encadrés par des experts et des membres de la Haute Autorité de Transparence, offrant ainsi un cadre complet et enrichissant.

Cette initiative illustre l'engagement de la CNMA dans l'amélioration continue de ses pratiques professionnelles, anticipant les risques et alignant ses procédures sur les exigences nationales en matière de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.

BATNA. CRMA**Ouverture prochaine
de 2 nouvelles
agences**

Deux nouvelles agences de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) à Batna seront "prochainement" ouvertes dans les deux communes d'Ouled Si Slimane et d'Ain Touta, a-t-on appris mardi auprès du directeur de cette caisse. L'opération s'inscrit dans le cadre de l'élargissement de la couverture de la Caisse et du rapprochement de ses services aux agriculteurs des diverses filières et leur accompagnement, a précisé à l'APS M. Safi Mehdaoui.

La CRMA Batna compte 20 agences (antennes de la caisse) couvrant 16 daïras et des efforts sont déployés pour ouvrir au moins une agence dans l'une des cinq daïras restant de la wilaya, a indiqué le même responsable. Au cours des trois dernières années, la caisse, a-t-il souligné, s'est renforcée de trois bureaux itinérants qui sillonnent les villages et dechras des localités éloignées pour faire parvenir les prestations de la caisse aux agriculteurs ne pouvant pas se déplacer, les accompagner et sensibiliser à l'importance de l'assurance pour la continuité de l'activité agricole et son développement ainsi qu'aux avantages offerts aux assurés.

La caisse est un organisme d'assurance de proximité et de consultation au service du développement et de l'agriculteur, a-t-il ajouté, indiquant que dans le cadre de l'engagement de la CRMA à Batna en faveur d'un climat d'investissement sécurisé et durable, une journée de sensibilisation a été organisée au profit des investisseurs sur la gestion, la couverture et la prévention des risques d'investissement avec présentation des solutions d'assurance proposées pour les couvrir et en contenir les effets.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION LA CNMA SOLLICITE LA HATPLC

La Caisse Nationale de Mutualité Agricole (CNMA), en partenariat avec la Haute Autorité de Transparence, de Prévention et de Lutte contre la Corruption (HATPLC), a organisé, les 10 et 11 décembre, à Oran, une session de formation destinée aux cadres supérieurs de la Mutualité agricole.

Selon un communiqué de la CNMA, il s'agit d'une première nationale dans le secteur des assurances, mettant l'accent sur la prévention de la corruption, la transparence, la conformité et l'éthique professionnelle. Cette initiative a marqué une étape structurante dans la politique de la Caisse visant à consolider les bonnes pratiques et à renforcer durablement les capacités internes

en matière de prévention des risques et de gouvernance. La formation a permis d'approfondir la connaissance des mécanismes de lutte contre la corruption, grâce à des interventions sur le cadre légal, les responsabilités de gestion et les risques liés aux pratiques corruptives. Les échanges et communications encadrés par des experts et des membres de l'Autorité de transparence ont offert aux participants, un cadre complet et enrichissant. Cette démarche s'inscrit également dans une dynamique d'amélioration continue, anticipant les risques et accompagnant l'évolution des pratiques professionnelles, en conformité avec les exigences nationales en matière de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.

الصيد البحري *Fisheries*

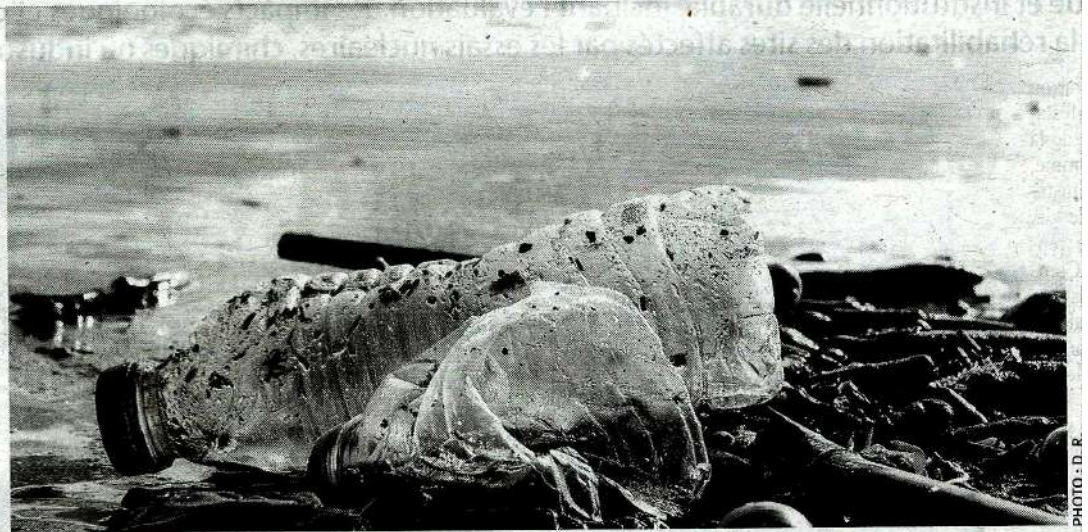
GESTION DES RESSOURCES EN MÉDITERRANÉE

Le multilatéralisme environnemental comme solution

● M^{me} El Bour a appelé à une interaction entre scientifiques, professionnels de la pêche et journalistes pour informer et protéger la Méditerranée contre les effets du changement climatique.

La nécessité d'intensifier les efforts pour protéger la Méditerranée et assurer une gestion raisonnée des ressources, notamment dans les pays de la rive sud, fait de plus en plus débat. Les initiatives se multiplient dans ce cadre à travers des actions régionales ciblées et des programmes d'appui menés dans certains pays du Maghreb, comme c'est le cas du programme «Plan bleu». Un programme lancé depuis plus de 40 ans, le Plan bleu qui réalise notamment des études et des scénarios pour l'avenir afin de sensibiliser les parties prenantes et les décideurs méditerranéens aux questions d'environnement et de développement durable de la région qui compte 500 millions d'habitants, dont 150 millions sur les côtes. Et ce, avec une concentration extrême des zones bâties. Ce qui engendre une grande pollution sur les côtes et sur la mer Méditerranée. Le fait aussi que 30% du trafic mondial maritime transite par cette mer appelle à des mesures urgentes.

C'est ce qu'ont souligné hier des experts à l'ouverture d'un atelier régional sur la question organisé à Tunis à l'initiative du réseau des journalistes africains spécialisé sur le développement durable et le changement climatique Africa21. Le thème choisi pour ce rendez-vous s'explique par le fait que 2025 soit l'année qui a consacré l'Objectif de développement durable n°14 de l'ONU sur les mers et les océans. Et ce, via la série d'événements et d'accords en lien avec le milieu marin. Le secrétaire général d'Africa21, Julien Chambolle, a cité comme exemple la Conférence sur l'océan de l'ONU à Nice en juin 2025 qui a permis de faire évoluer le cadre international sur la gestion des milieux marins et océaniques, l'Accord BBNJ (Biodiversity Beyond National Jurisdiction) entré en vigueur le 15 septembre 2025



Plusieurs millions de tonnes de déchets plastiques sont produits par les 22 pays de la région méditerranéenne

portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, les négociations internationales pour un traité mondial visant à mettre fin à la pollution plastique, l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche qui est entré en vigueur le 15 septembre 2025 ou encore la Conférence internationale sur le financement du développement de Séville fin juin 2025.

«0,04% DE CES ZONES SONT PROTÉGÉES»

«Tous ces éléments, additionnés montrent que le multilatéralisme environnemental – c'est-à-dire la création de solutions communes aux grands défis environnementaux communs à l'humanité – n'est pas totalement mort, malgré les courants contraires lancés par certaines administrations», dira Julien Chambolle. Pour sa part, Antoine Lafitte, directeur par intérim du Plan bleu est longuement revenu sur les défis à relever et sur l'urgence de

multiplier les campagnes de sensibilisation régionale sur les risques environnementaux qu'encourt la Méditerranée dans ce contexte de changement climatique et de pollution marine. La presse régionale est justement appelée à jouer pleinement son rôle, selon les participants à cet atelier.

Les enjeux de conservation et présentation des aires marines protégées et parcs nationaux marins de Méditerranée ont été mis en exergue par Yassine Ramzi Sghaier, expert en biodiversité marine. Ce dernier indiquera que 87% des aires protégées se trouvent en Europe, dont 18% ont un programme de gestion alors que seulement 0,04% de ces zones sont vraiment protégées en Méditerranée. En somme, les chiffres dressés hier sont inquiétants et reflètent l'ampleur du travail à faire pour préserver la Méditerranée.

Ce qu'a noté également Monia El Bour, membre de la Commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée. Dans son exposé sur l'impact du changement

climatique sur l'environnement marin méditerranéen, M^{me} El Bour a appelé à une interaction entre scientifiques, professionnels de la pêche et journalistes pour informer et protéger la Méditerranée contre les effets du changement climatique. «C'est la science participative qui va définir les tendances de résilience en Méditerranée», appellera-t-elle. Une résilience notamment attendue face à la prolifération des espèces invasives au nombre de 1000 à travers le bassin méditerranéen. Il s'agit aussi de voir comment s'adapter à cette «invasion» et exploiter ces espèces économiquement. «Les poisons toxiques sont des mines d'or pour l'industrie pharmaceutique», donnera-t-elle comme exemple citant entre autres leur utilité pour la production d'anti-inflammatoires. Sur un autre plan, la pollution plastique, les pollutions chimiques en Méditerranée, le dossier du dessalement de l'eau dans la région et la problématique de la surpêche ont fait l'objet de présentations détaillées.

Samir Imadalou

3 مشاريع جديدة تدخل الاستغلال قريبا

إلغاء عقود امتياز لـ 15 مشروعا لتربية المائيات بوهران

استرجاع 270 هكتار بحري

كشف مدير الصيد البحري وتربية المائيات بوهران، عن مواصلة عملية تطهير مدونة المشاريع الاستثمارية بالقطاع عبر الولاية، والتي تم، بموجبها، إلغاء عقود الامتيازات لـ 15 مشروعا لتربية المائيات، واسترجاع 270 هكتار امتياز بحري، و 3.1 هكتارات من الامتياز الأرضي. رضوان - ق



أكد مدير الصيد البحري وتربية المائيات بوهران، خلال عرض قدمه بالمجلس التنفيذي للولاية حول استراتيجية النمو بمشاريع تربية المائيات ومؤهلات الصيد البحري بوهران، على الأهمية التي توليها السلطات العليا للقطاع، على اعتبار أنه من القطاعات الخلاقة للثروة، واليد العاملة، موضحا أن المديرية وضعت أمام المستثمرين ضمن تنمية المشاريع، كامل التسهيلات لدخول عالم تربية المائيات، خاصة بالنسبة للمستثمرين في المجال. حيث انطلقت عدة مشاريع، وأخرى لم تطلق؛ ما دفع إلى اتخاذ الإجراءات الإدارية والقانونية، ومكن، حسب المسؤول، من إلغاء عقود الامتيازات لـ 15 مشروعا لتربية المائيات، واسترجاع 270 هكتار امتياز بحري، كانت مخصصة لمناطق تربية المائيات في الأقفاص العائمة، إلى جانب استرجاع 3.1 هكتارات من امتياز الأراضي المخصص للتربية في المستويات المدمجة.

الصيد البحري، عن تسجيل 16 عملية تصدير خلال سنة 2025، حيث بلغت الكمية المصدرة من المنتجات الصيدية، 397,1 طن، فيما شاركت ولاية وهران ضمن حملة صيد التونة لسنة 2025 بسفينتين اثنتين، وللتين حُصصت لهما حصص من 90 طنا.

كما كشف المدير عن برمجة دخول 3 مشاريع جديدة للاستغلال خلال سنة 2026. ويتعلق الأمر بمشروعين لتربية الأسماك في الأقفاص العائمة، ومشروع في مجال تربية الصدفيات. وفي مجال التصدير كشف مدير

البحرية في الأقفاص العائمة في البحر، و3 مشاريع لتربية الصدفيات، إلى جانب 8 مشاريع قيد الإجراءات الإدارية، موزعة بين 5 مشاريع لتربية الأسماك في الأقفاص العائمة، و3 مشاريع لتربية الصدفيات، فيما توجد 5 مشاريع قيد الدراسة.

وفي مجال الاستثمارات في شعبة تربية المائيات، كشف مدير القطاع عن تسجيل 23 مشروعا موزعة على 5 مشاريع دخلت مرحلة الإنتاج. وتضم مشروعات تربية الأسماك

PROTECTION DE LA MÉDITERRANÉE ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES MARINES

Appel à un multilatéralisme environnemental

De notre envoyée spéciale
à Tunis :
Wassila Ould Hamouda

LA SITUATION ACTUELLE DE LA MÉDITERRANÉE IMPOSE, à plus d'un titre, des actions collectives et ambitieuses à même d'atténuer les effets des multiples menaces qui fragilisent son écosystème.

Le débat sur cette question a été ouvert, hier à Tunis, dans le cadre d'un atelier placé sous le thème «La protection de la Méditerranée et la gestion raisonnée des ressources marines», organisé par Africa 21, un réseau de journalistes spécialisés dans l'environnement et le développement durable, le PAMT2 (Programme d'appui aux médias tunisiens) et la fondation allemande Friedrich Ebert. Le secrétaire général d'Africa 21, Julien Chambolle, a souligné que le choix du thème n'est pas fortuit. «2025 est l'année qui a consacré l'Objectif de développement durable n°14 de l'ONU sur les mers et les océans, par une série d'événements et d'accords en lien avec le milieu marin», a-t-il dit, citant, entre autres, l'Accord BBNJ (Biodiversity Beyond National Jurisdiction) entré en vigueur le 15 septembre 2023, portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, les négociations internationales pour un traité mondial visant à mettre fin à la pollution plastique et la Conférence internationale sur le financement du développement de Séville fin juin 2025 qui aura, a-t-il précisé, une influence certaine pour le financement de la transition dans le bassin méditerranéen. Selon lui, le multilatéra-



lisme environnemental et la création de solutions communes aux grands défis environnementaux communs à l'humanité «ne sont pas totalement morts», indiquant que cet atelier s'inscrit dans l'optique de sensibiliser davantage autour de ces défis. Durant cette première journée, chercheurs, experts internationaux et journalistes ont échangé sur la biodiversité marine,

les menaces environnementales et les enjeux de la gouvernance régionale, mettant l'accent sur le contexte d'urgence écologique en Méditerranée au regard des multiples formes de pressions anthropiques, telles que le dérèglement climatique, la pollution, l'urbanisation et la surpêche. Articulant son introduction sur les enjeux de protection de la Méditerranée, Antoine

Lafitte, directeur par intérim du Plan Bleu, a relevé que des risques multiples et variés menacent aujourd'hui cette important espace marin le plus peuplé, avec plus de 515 millions d'habitants, dont 150 millions sur les côtes. Il a fait savoir que les eaux de la Méditerranée se réchauffent 20% plus vite que la moyenne mondiale. La canicule marine accélère le

remplacement des espaces locaux. La Méditerranée enregistre également 30% du trafic maritime mondial avec des pollutions associées, citant à titre d'exemple le rejet de soufre. Il a fait savoir que 4% des sites protégés se trouvent dans la partie sud de la Méditerranée.

Abondant dans le même sens, Yassine Ramzi Sghaier, expert en biodiversité marine représentant de la SPA RAC, un programme des Nations unies (PAM-PNUE), a indiqué que des actions devraient être renforcées pour atteindre l'objectif de 30% de protection des aires marines d'ici à 2030. Sghaier a souligné que l'une des actions à mener devrait intégrer les risques émergents citant, à titre d'exemple, les espèces invasives qui menacent les espèces locales. Il a fait savoir que 1.000 espèces ont été introduites dans la Méditerranée dont 107 sont de type invasif.

La Tunisie comme l'Algérie ont été touchées par l'invasion des algues japonaises mais pas que. Les crabes bleus ont également envahi les espaces, notamment la rive sud de la Méditerranée. Toutefois, il a souligné que cette ressource non indigène peut se transformer en opportunité économique. «C'est une mine d'or à exploiter et à valoriser», a-t-il indiqué, soulignant que tout ce qui sort de la mer est exploitable. Dans ce contexte, les intervenants ont préconisé la science participative comme solution impérative, précisant que celle-ci contribuera à renforcer et à construire la résilience de la Méditerranée face à ces multiples menaces.

■ W. O. H

الأخبار الجهوية

Regional news

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
À TIZI OUZOU**17 HUILLERIES
FERMÉES**

Pas moins de dix-sept huilleries ont été fermées dans la wilaya de Tizi Ouzou après le constat établi par les services de la direction de l'environnement. C'est ce qu'à annoncé, mardi, le directeur du secteur, M'barek Aït Aoudia, à l'occasion d'une journée de sensibilisation sur le traitement des différents déchets finaux nés de la trituration des olives et de l'extraction de l'huile. Ces huilleries sont pour la plupart situées dans les communes d'Aït Yahia Moussa, Draâ El Mizan ou encore Boghni, précise l'intervenant, notant au passage que «six unités se sont récemment conformées aux normes et à la réglementation en vigueur et ont été rouvertes par décision du wali».

Ainsi, après quarante-huit visites effectuées sur le terrain, les inspecteurs chargés de la mission de veiller au respect des normes environnementales par les propriétaires des huilleries, ont relevé des infractions telles que l'absence d'autorisation ou encore la pollution de l'environnement. L'absence de traitement des déchets finaux, les margines et grignons en l'occurrence est le problème principal rencontré sur le terrain par les services compétents en cette période de l'année.

D'après le directeur, M'barek Aït Aoudia, les dommages causés à l'environnement à cause du non-respect des normes par les huilleries sont conséquents et dévastateurs sur les forêts, les oueds et autres barrages, eaux souterraines et nappes phréatiques. Les huilleries implantées à proximité de tels sites sont régulièrement inspectées afin d'éviter la pollution. Il énumère en premier les déchets liquides (margines) qui se retrouvent dans la nature, citant l'exemple du barreau de Taksebt où il est régulièrement observé de tels phénomènes néfastes. Dans ce même sillage, il y a lieu de souligner que sur les 386 huilleries que compte la wilaya de Tizi Ouzou, 62 d'entre elles, (dont 34 traditionnelles, 10 modernes et 18 semi-automatiques), sont recensées dans ces zones par les services de l'environnement.

Au rejet des margines et grignons directement dans la nature, vient s'ajouter le problème de leur rejet dans les réseaux d'assainissement. D'autre part, les déchets solides (grignons) sont aussi très polluant voire dangereux en cas d'incinération, souligne-t-on. La journée de sensibilisation a ainsi été l'occasion d'informer les oléiculteurs sur la nécessité de traiter ces déchets. Le directeur de l'environnement, M'barek Aït Aoudia rappelle au passage «qu'avec l'introduction de la notion de l'économie circulaire, tous ces rejets peuvent être récupérés». D'autres intervenants ont de ce fait noté les différentes manières pour les agriculteurs de récupérer les margines et grignons. Les principales façons sont celles de la capacité de ces rejets à accélérer l'opération de composte des déchets ménagers, ou encore pouvant être utilisés en tant que combustible.

Tassadit Chibani

محور يوم دراسي بغرداية

نقاش حول التلقيح الاصطناعي والتحسين الوراثي للأبقار

الأمن الغذائي، وأكد رئيس المجلس المهني المشترك لشعبة الحليب، إسحاق أولاد حجو، بأن دور التلقيح الاصطناعي الحيواني يكتسي أهمية كبيرة من حيث زيادة التكاثر لدى الأبقار، والذي أضحي صعب المنال بالتلقيح الطبيعي.

كما تساهم هذه التقنية في الوقاية من أي نقص في توفير مادة الحليب كونها مادة واسعة الاستهلاك، وفقا لنفس المتحدث.

ولتسهيل وصول المربين إلى خدمات بيطرية متخصصة محليا، وتقليل تكاليف نقل الحيوانات ولإنجاح فكرة التلقيح الاصطناعي، سيتم دراسة فتح فرع جهوي لمركز التلقيح الاصطناعي الحيواني بولاية غرداية، الذي بدوره سيساهم في دعم التنمية الريفية وتعزيز الاقتصاد المحلي، كما أشير إليه.

وتتوفر ولاية غرداية، التي تحصي أزيد من أربعة آلاف رأس من الأبقار، على ثمان ملبئات، بإنتاج يفوق 23 مليون لتر سنويا من مادة الحليب، حسب ما أفاد به مدير الغرفة الفلاحية، رابح أولاد الهدار. ■ آمال . م

شكل موضوع "التلقيح الاصطناعي والتحسين الوراثي: تقنيات التكاثر الحيواني في مشاتل الأبقار"، محور لقاء تكويني نظم ببحر الأسبوع الجاري بغرداية.

وأبرز في هذا الصدد المدير العام للمركز الوطني للتلقيح الاصطناعي والتحسين الوراثي، شعبان شكري، أن هذا اللقاء يندرج في إطار التحسيس والتكوين ومرافقة المربين والفلاحين بالمنطقة في مجال التلقيح الاصطناعي الحيواني، لمساعدتهم على تحسين الصفات الوراثية للأبقار وزيادة الإنتاجية في اللحوم والألبان، فضلا عن تذكيرهم بمبادئ الصحة والجينية والاقتصادية.

من جهته، أوضح المفتش البيطري طارق رزوق، أن التلقيح الاصطناعي يعد أحد أعمدة التطور الحيواني وتحسين السلالات والرفع من المردودية، فضلا عن كونه وسيلة بالغة الأهمية لرفع الإنتاجية والوقاية من الأمراض والتحكم في الصفات الوراثية المرغوبة داخل قطيع الأبقار، وكذا دعم التنمية الريفية المستدامة وتعزيز

بمقر وحدة البحث التطبيقي في الطاقات المتجددة تطبيقات الطاقة الشمسية في المجال الفلاحي محل نقاش بغرداية

في خلق ثروة نباتية نفعية ومتطورة وذات قيمة اقتصادية. وألقيت خلال أشغال هذا اللقاء عدة مداخلات، من بينها "استخدام الطاقة الشمسية الحرارية لتحسين الأداء الطاقوي في نظام "الأكوابونيك" ودور الرقمنة في تعزيز الأمن الغذائي" و"الضخ الكهروضوئي في منطقة غرداية". ويهدف هذا اليوم الدراسي التحسيبي الذي نظمته وحدة البحث التطبيقي في الطاقات المتجددة، إلى شرح خصائص الطاقة الشمسية للفلاحين وفتح آفاق تعتمد على الابتكارات المستقبلية في مجال الطاقة الشمسية وتأثيرها على الزراعة المستدامة وطرق استخدامها. ■ آمال. م

المستنبت"، والذي سيتم تجسيده في الأراضي الفلاحية بالمنطقة، ما سيساهم في الرفع من الإنتاجية والمردودية. وأوضح في السياق ذاته، الدكتور بكوش محمد الأمين، من خلال محاضراته المعنونة بـ "تجريب واختبار غرفة مخصصة لاستنبات الشعير مزودة بالطاقة الشمسية الكهروضوئية"، أن هذا المشروع يجمع ما بين فعالية الطاقة الشمسية والزراعة المائية. ومن جهته، صرح لـ"أوج" مدير المصالح الفلاحية، سيد أحمد ملاحي، بأن قطاع الفلاحة بغرداية يسعى بالتنسيق مع وحدة البحث التطبيقي في الطاقات المتجددة لتطوير مثل هذه المشاريع، بما يتماشى مع سياسة الدولة

شكل موضوع "تعزيز تطبيقات الطاقة الشمسية في المجال الفلاحي"، محور يوم دراسي تحسيبي، نظم ببحر الأسبوع الجاري، بمقر وحدة البحث التطبيقي في الطاقات المتجددة بغرداية. وفي هذا الصدد، أكد مدير الوحدة، جعفر جلول، أن هذا اللقاء جاء من أجل إبراز فعالية الطاقة الشمسية والأنظمة الزراعية ونظم التحكم في الحرارة والمناخ للبيوت البلاستيكية ودور التقنيات الحديثة، على غرار الضخ الكهروضوئي والري الذكي وتقنية التجفيف الشمسي، في تنمية قطاع الفلاحة وتطويره. كما تم التعرف، بحسب ذات المتحدث، على المشروع الجزائري-التونسي الذي يهتم بالزراعة المائية الممثلة في "الشعير

فضلا عن تطوير شعبة تربية المواشي جهود متواصلة لربط المستثمرات الفلاحية بالكهرباء في المنية

الموجهة لفلاحي بلدية حاسي الفحل التي كانت تعاني في السنوات الماضية من انقطاعات متكررة تسببت في انخفاض مردود الإنتاج الفلاحي. وأشار حروز إلى أن طول الشبكة الكهربائية المخصصة للمستثمرات الفلاحية يفوق 1.000 كلم طولي موزعة عبر مختلف المحيطات الفلاحية لاسيما تلك المتخصصة في الزراعات الاستراتيجية مثل الحبوب والأعلاف والفواكه والتمور. وتجسد هذه البرامج الموجهة لربط المستثمرات الفلاحية بالطاقة الكهربائية، حرص السلطات العمومية على دعم الإنتاج الوطني وتحقيق الأمن الغذائي وتعزيز مسار الاكتفاء الذاتي من المنتجات ذات الطابع الاستراتيجي.

الاستراتيجية، على غرار الحبوب والأعلاف وتربية المواشي. وأضاف ذات المتحدث أن جميع محيطات الامتياز الممنوحة للشباب تستفيد حاليا من الكهرباء الفلاحية باعتبارها تساهم في تموين السوق المحلية بالخضر والفواكه والتمور بمختلف أصنافها. كما أكد رئيس الغرفة الفلاحية أنه ببلدية المنية، بلغت نسبة تزويد المحيطات الفلاحية بالطاقة الكهربائية 98 بالمائة، مبرزا تسجيل برنامج خاص لربط المحيط الفلاحي "مشقردل" لما يتميز به من قوة تدفق المياه الجوفية عبر الآبار الارتوازية المجربة وكذا جودة التربة. وفي السياق ذاته، أبرز المسؤول جهود مؤسسة "سونلفاز" في تعزيز قدرات الكهرباء

أيوب. س تبذل المصالح الفلاحية بولاية المنية جهودا حثيثة لإحصاء مختلف المحيطات والمستثمرات الفلاحية الناشطة عبر إقليم الولاية، بهدف تسجيل مشاريع جديدة خاصة بربطها بالطاقة الكهربائية، وذلك بالتنسيق مع شركة توزيع الكهرباء والغاز (سونلفاز)، حسب ما علم الأربعاء لدى مسؤولي قطاع الفلاحة بالولاية. وفي هذا الإطار، أوضح رئيس الغرفة الفلاحية، أولاد العيد حروز، أن معظم المزارع ببلدية حاسي القارة تم ربطها بالكهرباء باستثناء المحيط الفلاحي "عريقات المسلان" الذي يحظى ببرنامج خاص بالنظر للتقدم الملحوظ الذي يشهده في تطوير الزراعات

لإنجاح حملة الحرث والبذر لجنة لمتابعة الموسم الفلاحي بسبدو



وتتدرج اللجنة المحلية الخاصة بمتابعة عملية الحرث والبذر التي تم تنصيبها، في إطار متابعة تنفيذ البرنامج الفلاحي الوطني، وضمان السير الحسن لحملة الحرث والبذر لموسم 2025 - 2026 عبر تراب الدائرة، لتدعيم الفلاحين بمختلف الإجراءات، بهدف تحقيق موسم فلاحي ناجح ومميز.

وتتكون اللجنة من إدارات المديرية وكذا مختصين في المجال، تقوم بمراقبة عملية الحرث والبذر إلى غاية عملية الحصاد والدرس، والوقوف على كل الخطوات، وكذا تسجيل الانشغالات للتكفل بها في وقتها، وتدارك النقائص المسجلة خلال المواسم الفلاحية الأخرى، خاصة أن كل الوسائل تم توفيرها في ما يخص توفير البذور المعالجة، وكذا ضمان الأسمدة للفلاحين.

ودعت مصالح مديرية الفلاحة لولاية تلمسان، الفلاحين للتقرب من نقاط التوزيع التابعة لتعاونية الحبوب والبقول الجافة، لاستلام حصصهم من البذور.

سّطرت مصالح الفلاحة بدائرة سبدو بولاية تلمسان، برنامجا لحرث وبذر 13850 هكتار بمختلف أنواع الحبوب. وتم في هذا السياق تنصيب لجنة محلية خاصة بمتابعة العملية، في حين حثت السلطات المحلية لدائرة سبدو، على مضاعفة الجهود، ورفع درجة الوعي والمسؤولية لإنجاح الموسم الفلاحي.

ل . عبد الحليم

وقد تمّ خلال اللقاء تحديد الأهداف المرجوة من هذه العملية، والمتمثلة في حرث وبذر مساحة تُقدّر بـ 13850 هكتار عبر مختلف بلديات الدائرة، مع التأكيد على ضرورة احترام الرزنامة الفلاحية، وتوفير كل الظروف الميدانية لإنجاح الموسم، إذ سّطرت مديرية الفلاحة طموحات كبيرة لإنجاح الموسم الفلاحي، خاصة أنها وفرت الشروط اللازمة لذلك.

CAMPAGNE DE CUEILLETTE À BEJAIA Plus de 129 000 qx d'olives collectés

PLUS DE 129 000 quintaux (qx) d'olives ont été collectés depuis le lancement de la campagne de cueillette des olives à ce jour dans la wilaya de Bejaia. C'est ce qu'a annoncé hier, la direction locale des Services agricoles (DSA).

A ce titre, les services agricoles ont indiqué qu'une collecte de plus de 129 000 quintaux d'olives avait été réalisée dans la wilaya de Bejaia depuis le lancement de la campagne de cueillette des olives en novembre dernier, soit un taux d'avancement dépassant les 10%.

La quantité d'olives cueillie et triturée à ce jour a donné une production de près de 2 millions de litres d'huile d'olive, ont ajouté les mêmes services, soulignant que les pluies enregistrées ces derniers temps ont ralenti la cueillette.

Les prévisions de production oléicole pour la saison 2025/2026 à Bejaia sont estimées à près de 833,598 quintaux d'olives, pour un rendement moyen de 15,76 quintaux à l'hec-

tare, a-t-on souligné à la DSA.

L'actuelle campagne oléicole « s'annonce bonne et prometteuse », a-t-on affirmé à la Chambre d'agriculture de wilaya, qui assure que le rendement moyen enregistré depuis le début de la cueillette variait entre 20 et 25 litres d'huile par quintal.

Pour rappel, la wilaya de Bejaia a réalisé une production de près de 16,2 millions de litres d'huile d'olive durant la saison oléicole précédente.

L'oléiculture dans la wilaya de Bejaia occupe une superficie globale de plus de 57.000 ha totalisant 5,3 millions d'oliviers, tandis que la superficie entrée en production s'étend sur 52.884 ha, avec 4,6 millions d'oliviers, ajoute la même source.

La wilaya dispose de 360 huileries, dont 99 huileries automatiques, 117 semi-automatiques et 144 huileries traditionnelles, a rappelé la même source.

R. R.

الصفحة : 06



والي بومرداس تؤكد على ضرورة ضمان الأمن الغذائي بالولاية

27 صومعة لتخزين الحبوب قريبا بسي مصطفى

المناطق، لاسيما ما يتعلق بالطبقات الزمنية وأشغال النهية المرافقة. وقد أسدت الوالي تعليمات بضرورة العمل على إنهاء جميع الطبقات الزمنية، واستكمال أشغال تسوية حواف الطريق وإنجاز المجاري المائية، قصد وضعه حيز الخدمة في أقرب الأجل وتحسين ظروف التنقل لفائدة مستعملي هذا المحور الهام. إسرائ.

المحاور الحيوية بالولاية، قامت والي ولاية بومرداس، بمعانية وتنفذ مشروع تقوية وتدعيم الطريق الوطني رقم 68 الرابط بين بلديتي يسر وشعبة العامر، وذلك على مستوى الحصة الأولى من المشروع الممتد على مسافة 5,5 كلم، بحضور رئيس القسم الفرعي للأشغال العمومية لدائرة يسر وإطارات الولاية المكلفين بمتابعة المشروع. وخلال هذه الزيارة، عاينت الوالي تقدم الأشغال يستخلف

وعاينت الوالي خلال هذه الزيارة، مختلف مراحل الإنجاز، وتوعية الأشغال، ومدى احترام المعايير التقنية المعتمدة في هذا النوع من المنشآت، وقد أسدت تعليمات بضرورة الرفع من وتيرة الإنجاز قصد استلام المشروع في آجاله التعاقدية، لما يمثل من أهمية في دعم قدرات التخزين وتحسين تسيير الحبوب عبر الولاية. وفي إطار تحسين شبكة الطرقات وتعزيز انسيابية الحركة المرورية عبر

قامت والي ولاية بومرداس، فوزية نعام، مساء الاثنين، بمعانية وتنفذ مشروع إنجاز صومعة لتخزين الحبوب، والتي تضم 27 صومعة بالمكان المسمى حجرة الساف ببلدية سي مصطفى، وهذا في إطار تعزيز القدرات التخزينية للموارد الأساسية وتدعيم الهياكل الموجهة لضمان الأمن الغذائي بالولاية، وكان ذلك بحضور رئيس المشروع وإطارات الولاية المكلفين بمتابعة العملية.

الصفحة : 11



تجسيده بشكل نهائي؛ حيث شمل 784 مستثمرة فلاحية موزعة على البلديات 16 للولاية. واستدعى مد شبكة كهربائية بطول 628 كيلومتر.

كما تم إنجاز 411 محول كهربائي لفائدة هذه المستثمرات، في إطار اتفاقية مبرمة بين شركة "سونلغاز" ومديرية المصالح الفلاحية، وفقا للمصدر المذكور. وتندرج العملية ضمن جهود الدولة، الرامية إلى مرافقة القطاع الفلاحي، وتوفير الطاقة الكهربائية للمستثمرات الفلاحية؛ بهدف تشجيع الفلاحين على رفع الإنتاج، وزيادة المردودية، وتحقيق الأمن الغذائي.

وتساهم العملية، أيضا، في توسيع المساحات المسقية، وتطوير مختلف الشعب الفلاحية على مستوى الولاية، إضافة إلى تثبيت الفلاحين بمناطقهم، وتمكينهم من تجسيد مشاريعهم الفلاحية، واستحداث مناصب شغل جديدة، مثل ما تم شرحه. يذكر أن مديرية توزيع الكهرباء والغاز تمكنت، منذ عام 2014، من ربط 1369 مستثمرة فلاحية بالكهرباء، مع إنجاز 1198 كلم من الشبكات الكهربائية، و708 محول، استنادا لإحصائيات نفس الشركة.

و. ي

سعيدة

ربط 780 مستثمرة فلاحية بالطاقة الكهربائية

استكملت مديرية توزيع الكهرباء والغاز بسعيدة، مؤخرا، عملية ربط أكثر من 780 مستثمرة فلاحية عبر مختلف بلديات الولاية، بشبكة الطاقة الكهربائية، ضمن برنامج الدولة الخاص بربط المحيطات الفلاحية بالكهرباء، حسبما علم من المديرية.

وأوضح نفس المصدر أن هذا البرنامج الذي انطلقت أشغاله سنة 2021، تم



بلدية المرسى الكبير

إنجاز محطة لتطهير المياه المستعملة

انطلقت، مؤخرا، أشغال إنجاز محطة لتطهير المياه المستعملة ببلدية المرسى الكبير (وهران)، حسب مدير منطقة وهران للديوان الوطني للتطهير، بوعزة بوعزة.

وأبرز السيد بوعزة أن هذه المحطة التي تُشروع في تجسيدها الأسبوع المنصرم تحت إشراف الديوان الوطني للتطهير، تزيد قدرتها عن 38 ألف متر مكعب، وتضاف إلى مشروعات قيد الإنجاز بكل من وادي تليلات وقديل، وثلاث محطات قيد الاستغلال بالكرمة، ورأس فلكون، ويطبوة.

وقد حددت آجال تجسيد هذه المنشأة بـ 22 شهرا، مع إمكانية استعمال مياهها المصفاة للسقي الفلاحي والمساحات الخضراء، خاصة أن المحطة ستزود بتقنية المعالجة الثلاثية.

وأشار نفس المسؤول إلى أن المحطات الثلاث للمرسى الكبير ووادي تليلات التي بلغت نسبة تقدم أشغال إنجازها 90 بالمائة بطاقة 22900 متر مكعب وقديل بطاقة 50 ألف متر مكعب، سترفع طاقة التطهير بالولاية إلى 550 ألف متر مكعب، مع العلم أنه حُصص لهذه المنشآت غلاف مالي، قدر بـ 3,8 ملايين دج. كما ذكر السيد بوعزة أن الطلب على المياه المصفاة للاستعمالات الفلاحية والصناعية، يعرف تزايدا مستمرا؛ نظرا لشح الأمطار؛ ما يزيد من أهمية مشاريع التطهير، ومحطات معالجة المياه المستعملة، باعتبارها حلا استراتيجيا لمواجهة نقص المياه، ودعم التنمية المحلية.

ت.ع

معسكر: نحو تعزيز الأمن الغذائي عبر مراكز تخزين الحبوب

التموين، وتعزيز قدرات التخزين على المستوى المحلي. ويعكس هذا الاهتمام التزام السلطات الولائية بتنفيذ استراتيجية الدولة في مجال الأمن الغذائي، من خلال تطوير شبكة مراكز التخزين الجوارية، وتحسين الخدمات الموجهة للقطاع الفلاحي عبر مختلف بلديات ولاية معسكر. وبلدية المحمدية، عاين الوالي مشروع إنجاز المركز الجوّاري لتخزين الحبوب بالتجمع الثاني الصحاورية، حيث وقف ميدانيا على مختلف مراحل الأشغال وأطلع على الشروحات التقنية

لتخزين الحبوب والبقول الجافة ببلدية القعدة، والذي تصل طاقته الاستيعابية إلى 50 ألف قنطار. وخلال هذه الزيارة، تابع الوالي مختلف مراحل الأشغال التي لا تزال متواصلة، حيث شدد على ضرورة احترام الأبعاد التعاقدية، وضمان جودة الإنجاز وفق المعايير التقنية المعمول بها، إضافة إلى تسريع نسق العمل لضمان جاهزية المنشأة في الوقت المحدد، كما أبرز أهمية هذا المشروع الذي سيمكن الفلاحين من الاستفادة من بنية تخزين حديثة، تساهم في تحسين ظروف

إعداد: إيمان د.

قام فؤاد عايسي، والي ولاية معسكر، أمس، بخرجة ميدانية تشقيدية لعدد من الورشات الحيوية ذات الطابع الاستراتيجي، وذلك في إطار عمليات المتابعة الميدانية الدقيقة لمشاريع تخزين الحبوب والبقول الجافة، تنفيذا لتعليمات رئيس الجمهورية الرامية إلى تعزيز الأمن الغذائي الوطني، وتوفير فضاءات جوارية عصرية موجهة للفلاحين. وحسبما أفاد به بيان المصالح الولائية، قام الوالي بمعاينة مشروع إنجاز مركز جوّاري



جمع الحبوب وتقريب الخدمات من الفلاحين، كما دعا إلى تنسيق هوري وفعال بين جميع المتدخلين من أجل تضادي أي تأخر قد يؤثر على جاهزية المنشأة خلال الموسم الفلاحي القادم، مؤكدا أن هذا النوع من المرافق يعد رافعة حقيقية لتحسين مردودية الإنتاج وتعزيز قدرات التخزين المحلية.

المتعلقة بطاقة التخزين ونشط تسير المنشأة ودورها المنتظر في دعم الفلاحين وتعزيز قدرات التخزين بالمنطقة. وخلال المعاينة، شدد الوالي على ضرورة الرفع من المستوى التنفيذي للأشغال، مع التقيد بالآجال المحددة، باعتبار المشروع حلقة محورية في تنظيم عملية

